

Table des matières

14	Rapport de gestion	51	Transactions avec des parties liées
18	Conjoncture du marché	53	Méthodes comptables critiques et estimations
20	Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité	57	Instruments financiers
23	Aperçu financier	57	Adoption de nouvelles normes et de normes révisées
26	Quatrième trimestre de 2023 et exercice 2023 comparativement au quatrième trimestre de 2022 et à l'exercice 2022	58	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
30	Résultats par secteur d'activité – Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2023 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2022	58	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
30	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	58	Gestion des risques
36	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	63	Politique en matière de dividende
41	Non sectoriel et autres	63	Déclaration de dividende
42	Informations financières trimestrielles – sept trimestres antérieurs au T4/23	63	Renseignements supplémentaires
49	Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation	64	Rapport de l'auditeur indépendant
50	Régimes de paiements fondés sur des actions	68	États financiers consolidés et notes connexes
		118	Informations supplémentaires
		124	Glossaire
		127	Gouvernance d'entreprise
		129	Conseil d'administration

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2024 », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché et des prix du pétrole; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; les conséquences de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale, notamment les répercussions sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque lié à la cybersécurité et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2024 » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Quatrième trimestre de l'exercice 2023 et exercice clos le 31 mars 2023 – ce document est daté du 16 juin 2023.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2023 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La période de trois mois close le 31 mars 2023 est aussi désignée par les termes « quatrième trimestre de 2023 », « T4/23 » et « quatrième trimestre de l'exercice 2023 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » ou « CG » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022, à partir de la page 68 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés de notre compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure les éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements de la juste valeur applicables à certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de CGWM UK et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, certains frais pris en compte dans les frais de développement du secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée visant les actions ordinaires de la Société, la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles au titre des activités sur les marchés des capitaux au Canada, les coûts liés au rachat de débentures convertibles, les coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures et les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; iii) des charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; et viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres

éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les éléments importants au cours des périodes précédentes pour calculer les charges, le résultat net avant impôt, le résultat net et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, tous compte non tenu des éléments importants, comprennent la dépréciation du goodwill et des autres actifs, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation des profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, les frais de restructuration, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018 et la perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés audités de l'exercice 2023 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par le présent document, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire; compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des intérêts, des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage, des services de consultation et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (« TSX »). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage, de services de consultation et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de « Non sectoriel et autres ».

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur

entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. Les territoires de Guernesey, de Jersey et de l'île de Man sont désignés sous l'appellation de « dépendances de la Couronne ». Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne sont collectivement désignées sous le nom de « CGWM UK ».

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

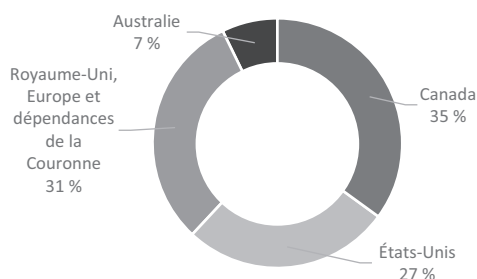
Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

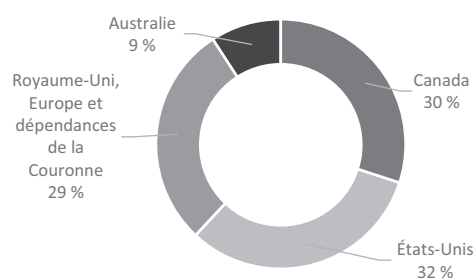
La Société est diversifiée sur le plan de la couverture sectorielle et de la présence géographique. Afin d'augmenter ses produits des activités ordinaires récurrents et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a accru l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans ses secteurs cibles.

Les tableaux ci-après font état des produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région au cours du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice clos le 31 mars 2023 :

Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Quatrième trimestre de l'exercice 2023



Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Exercice clos le 31 mars 2023



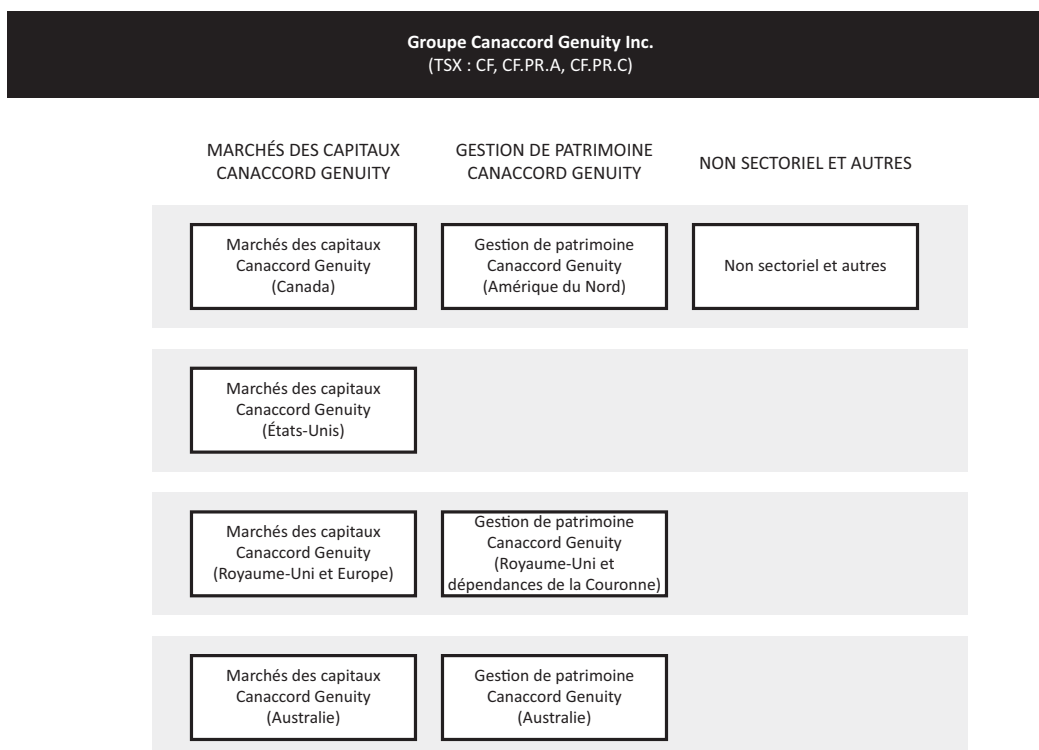
INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme, des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et aussi, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Les activités sur les marchés des capitaux de la Société sont principalement axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), technologie, métaux et mines, produits de consommation et de détail, et autres. La couverture de ces secteurs englobe le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche. La valeur des

actifs pour le compte des clients attribuables aux activités de gestion de patrimoine de la Société peut être influencée par les variations de la valeur de marché au cours des périodes de présentation de l'information financière.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les principales entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)
Jitneytrade Inc.
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)
Groupe Canaccord Genuity Inc.
Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC
CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited
Canaccord Genuity Dubai Ltd.²
Canaccord Genuity SAS

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)

Canaccord Genuity Wealth Limited
CG Wealth Planning Ltd.
Canaccord Genuity Financial Planning Limited
Adam & Company Investment Management Limited³
Canaccord Genuity Asset Management Limited (auparavant « Hargreave Hale Limited »)
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited
Punter Southall Wealth Limited³

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited

1) Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est une ressource partagée pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

2) La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity Dubai Ltd. après le 31 mars 2023.

3) Cette entreprise a été absorbée par liquidation dans une filiale dans le cadre d'une restructuration en interne après le 31 mars 2023.

En mai 2022, HPS Investment Partners, LLC, au nom de certains comptes et fonds de placement qu'elle gère (collectivement, « HPS »), a conclu l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, une filiale de la Société qui est également la société mère de toutes les sociétés en exploitation incluses dans CGWM UK. Cet achat était lié à l'acquisition par CGWM UK de Punter Southall Wealth (« PSW »). La nouvelle série d'actions privilégiées convertibles est assortie des mêmes modalités que celles des actions privilégiées convertibles émises au cours de l'exercice 2022, à l'exception des différences liées aux ratios de conversion. Aucune des deux séries d'actions privilégiées convertibles n'entraîne d'obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier aux détenteurs des actions privilégiées convertibles. L'exercice de jugement a été nécessaire pour conclure que les actions privilégiées convertibles sont un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont respectivement pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et le secteur Non sectoriel et autres. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 et les résultats d'exploitation de CG Sawaya, LLC (« Sawaya ») depuis la date de clôture du 31 décembre 2021 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. CGWM UK comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (« McCarthy Taylor ») (renommée « CG McCarthy Limited »), dont les activités ont été par la suite transférées à CG Wealth Planning Limited, depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (« Thomas Miller ») (renommée « CG Wealth Planning Limited ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) depuis la date de clôture du 1^{er} octobre 2021 et de Punter Southall Wealth Limited (« PSW ») depuis le 31 mai 2022. Les résultats d'exploitation de Results International Group LLP (« Results ») depuis la date de clôture du 17 août 2022 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe.

Conjoncture du marché

Contexte économique

Au cours de l'exercice 2023, l'économie mondiale a profité de la réouverture de plusieurs régions économiques dans un contexte de levée progressive des mesures de confinement liées à la pandémie. L'incidence à retardement des dépenses gouvernementales, des économies accumulées des consommateurs et du déplacement, des biens vers les services, des dépenses de consommation a également appuyé la croissance économique. La guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement persistants dans les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une hausse des prix des produits de base. Aux États-Unis, la demande croissante de main-d'œuvre et le rétrécissement du bassin de travailleurs ont fait chuter le taux de chômage, et l'inflation des salaires et des prix des biens et des services s'est intensifiée. Le taux d'inflation a atteint un sommet au deuxième trimestre de 2023, mais s'est maintenu bien au-delà du taux cible de 2 % à la fin de l'exercice. Compte tenu de cette toile de fond, les actions et les obligations ont été liquidées dans la foulée des hausses de taux rapides au cours du premier semestre de l'exercice.

Au cours de la période de douze mois, l'indice S&P 500, l'indice S&P/TSX et l'indice MSCI Monde ont affiché respectivement des rendements de -7,7 %, -5,2 % et -7,0 % et le cours des obligations du Trésor américain a fléchi de 6,9 %.

Financement de sociétés et consultation

Au cours de l'exercice 2023, les activités de mobilisation de capitaux dans l'ensemble du secteur ont été très éprouvées, les sociétés à petite capitalisation et les secteurs axés sur la croissance ayant été les plus durement touchés. Selon nous, le déclin du volume des premiers appels publics à l'épargne et des placements secondaires dans nos secteurs cibles s'explique principalement par l'augmentation des coûts de financement, la volatilité accrue des marchés financiers et l'incertitude généralisée au sein des marchés. Les activités de fusions et acquisitions sont demeurées robustes pendant la plus grande partie de l'exercice et ont contribué à neutraliser l'incidence des activités modérées liées aux nouvelles émissions et de placement pour compte.

	T4/22		T1/23		T2/23		T3/23		T4/23		
	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre) -2,8 %	30 juin 2022	(D'un exercice à l'autre) -24,9 %	30 sept. 2022	(D'un exercice à l'autre) -28,6 %	30 déc. 2022	(D'un exercice à l'autre) -22,3 %	31 mars 2023	(D'un exercice à l'autre) -12,0 %	(D'un trimestre à l'autre) 3,9 %
Valeur de l'indice à la fin du trimestre											
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	311,7	-2,8 %	266,7	-24,9 %	242,7	-28,6 %	264,2	-22,3 %	274,4	-12,0 %	3,9 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	254,9	-14,1 %	223,7	-27,3 %	196,9	-29,5 %	213,7	-22,2 %	221,0	-13,3 %	3,4 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. La réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Les taux d'intérêt plus élevés, les craintes grandissantes d'une récession et la baisse rapide des bénéfices des entreprises d'un exercice à l'autre se sont traduits par une volatilité accrue sur les marchés financiers. Par conséquent, les volumes de négociation au cours du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 ont reculé par rapport à leur niveau aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Valeur moyenne au cours du trimestre / de l'exercice	T4/22		T1/23		T2/23		T3/23		T4/23		Exercice 2023		
	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2022	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2022	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2022	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2023	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2023	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	2 056,8	-6,3 %	1 856,6	-18,0 %	1 833,3	-17,9 %	1 793,7	-21,2 %	1 856,9	-9,7 %	3,5 %	1 835,1	-16,9 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2 670,8	6,9 %	2 474,5	-8,5 %	2 418,1	-10,3 %	2 426,1	-13,1 %	2 555,4	-4,3 %	5,3 %	2 468,3	-9,1 %
FTSE 100	7 443,0	11,7 %	7 435,2	6,1 %	7 297,3	3,0 %	7 275,8	0,5 %	7 755,5	4,2 %	6,6 %	7 440,4	3,4 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 314,8	4,5 %	1 217,0	-9,4 %	1 136,3	-19,2 %	1 126,1	-19,5 %	1 239,3	-5,7 %	10,0 %	1 179,5	-13,6 %
S&P/TSX	21 308,0	16,7 %	20 563,0	5,0 %	19 328,7	-5,2 %	19 512,7	-7,3 %	20 184,0	-5,3 %	3,4 %	19 894,9	-3,3 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine mondiale

Bien que les cours des actions aient progressé dans l'ensemble au T4/23, ils ont été moins élevés d'un exercice à l'autre.

	T4/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/23 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/23 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/23 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/23 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2023 Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	-4,6 %	-16,1 %	-4,9 %	7,6 %	7,5 %	-7,7 %
S&P/TSX	3,8 %	-13,2 %	-1,4 %	6,0 %	4,6 %	-5,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	-6,1 %	-8,0 %	-8,0 %	6,7 %	3,8 %	-6,2 %
MSCI MONDE	-5,3 %	-15,5 %	-6,7 %	9,9 %	7,4 %	-7,0 %
INDICE S&P GS COMMODITY	33,1 %	2,0 %	-10,3 %	3,4 %	-4,9 %	-10,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-7,0 %	-5,5 %	-5,8 %	0,3 %	4,3 %	-6,9 %
\$ CA/\$ US	1,1 %	-2,9 %	-6,9 %	2,0 %	0,3 %	-7,5 %
\$ CA/€	3,8 %	2,5 %	-0,4 %	-6,6 %	-1,0 %	-5,6 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Perspectives pour l'exercice 2024

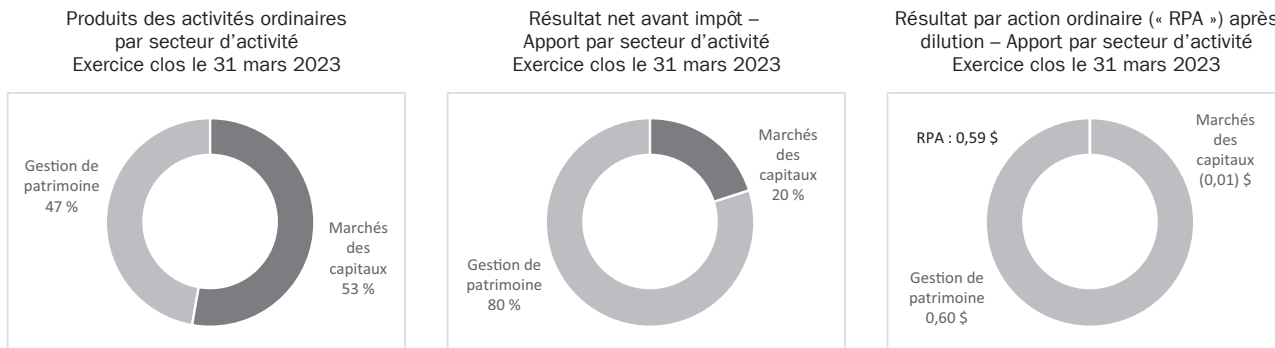
Il faut un certain temps pour que les hausses des taux par les banques centrales mondiales se reflètent sur l'économie. Nous nous attendons à ce que la persistance de l'inflation élevée, notamment dans le cadre des services, empêche, à court terme, les banques centrales d'abaisser leurs taux. En outre, la crise bancaire aux États-Unis survenue au quatrième trimestre pourrait faire en sorte que les investisseurs se détournent davantage des dépôts pour favoriser d'autres solutions à rendement plus élevé, poussant ainsi les banques à poursuivre le resserrement des normes d'octroi de prêts plus longtemps.

Selon nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2024, nous devrions assister à une récession économique modeste qui exercera une pression sur les résultats. Nous sommes d'avis que les craintes liées à l'inflation au sein des marchés financiers céderont la place à des préoccupations au sujet de la croissance, ce qui donnera lieu à des épisodes de volatilité accrue du marché, plus particulièrement dans les secteurs de croissance cibles de Canaccord Genuity. Nous anticipons que la plupart des banques centrales mondiales mettront fin à leur cycle de resserrement monétaire d'ici la fin du premier semestre de l'exercice 2024 et que certaines d'entre elles abaisseront leurs taux.

Les activités liées aux premiers appels publics à l'épargne (« PAPE »), aux nouvelles émissions et aux placements pour compte ont commencé à présenter des signes de reprise au début de l'exercice 2024, mais sont toujours entravées par les conditions financières, l'incertitude économique et la faible appétence pour le risque des investisseurs. Les activités de consultation liées aux fusions et acquisitions sont demeurées robustes bien que présentant des signes de ralentissement, et la conclusion de plusieurs transactions a été reportée compte tenu de l'incertitude du marché. Bien que nous ne prévoyions pas un redressement rapide des niveaux d'activité au cours de l'exercice 2024, nos secteurs d'activité cibles sont en bonne posture pour tirer parti du regain de confiance du marché et des perspectives économiques plus favorables.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2023

Les graphiques ci-après présentent les produits des activités ordinaires, le résultat net avant impôt^{1, 2} et le résultat par action^{1, 2} attribuables à nos principaux secteurs d'activité pour l'exercice clos le 31 mars 2023 :



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Ces chiffres reflètent l'attribution des pertes nettes du secteur Non sectoriel et autres aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 197,1 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 708,3 millions \$ pour l'exercice 2023, soit respectivement une hausse de 13,1 % et une baisse de 1,7 % en regard de ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse des produits des activités ordinaires annuels découle surtout de l'incidence du recul des produits tirés du financement de sociétés en raison d'une diminution des activités liées aux nouvelles émissions, neutralisée en partie par une hausse des produits d'intérêts. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a dégagé un résultat net avant impôt de 36,9 millions \$¹ pour le quatrième trimestre et de 125,7 millions \$¹ pour l'exercice complet, soit respectivement une hausse de 26,1 % et une baisse de 15,3 %.

- Les activités de gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 78,4 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, ont dégagé un résultat net avant impôt de 10,9 millions \$ au T4/23. Pour l'exercice 2023, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 302,2 millions \$ et un résultat net avant impôt et après imputations sectorielles de 39,5 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 103,7 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 26,4 millions \$¹ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023. Pour l'exercice 2023, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 343,7 millions \$ et un résultat net avant impôt et après imputations sectorielles compte non tenu des éléments importants de 86,1 millions \$¹.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 15,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché une perte avant impôt de 0,4 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023¹. Pour l'exercice 2023, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 62,4 millions \$ et un résultat avant impôt et après imputations sectorielles de 0,1 million \$.

Les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se chiffraient à 96,2 milliards \$ au 31 mars 2023, ce qui représente une augmentation de 0,2 milliard \$, ou 0,2 %, par rapport à 96,1 milliards \$ au 31 mars 2022². Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation au 31 mars 2023 s'établissaient comme suit :

- 35,7 milliards \$ en Amérique du Nord, en baisse de 2,2 milliards \$ ou 5,8 %, par rapport à ceux au 31 mars 2022²
- 55,1 milliards \$ (33,0 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, soit une augmentation de 2,3 milliards \$ ou 4,3 %, par rapport à 52,8 milliards \$ (32,1 milliards £) à la fin du quatrième trimestre de l'exercice précédent²
- 5,4 milliards \$ (6,0 milliards \$ AU) en Australie, détenus dans les plateformes de gestion des placements de la Société, une augmentation de 0,1 milliard \$ ou 1,5 %, par rapport à ceux au 31 mars 2022².

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 226,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 792,9 millions \$ à l'exercice 2023, soit une baisse respectivement de 27,5 % et 39,2 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les baisses découlent essentiellement du recul considérable des produits tirés des activités de financement de sociétés dans toutes les régions en lien avec l'importante réduction du volume des nouvelles émissions dans l'ensemble du secteur. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a affiché une perte avant impôt de 5,5 millions \$¹ pour le quatrième trimestre et un résultat avant impôt de 30,8 millions \$¹ pour l'exercice complet.

Outre le contexte difficile qui a entraîné une baisse du niveau d'activité dans nos secteurs cibles et nos marchés verticaux, les résultats de cette division pour l'exercice 2023 ont souffert de l'incidence du recul de la valeur de marché de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant à nos activités de financement de sociétés observé après le 31 mars 2022 et principalement comptabilisé au T1/23. Ces variations de valeur ont touché principalement nos activités sur les marchés des capitaux en Australie et, dans une moindre mesure, nos activités au Canada. Des ajustements de la valeur de marché ont également eu une incidence négative sur nos activités de facilitation au Canada au cours du T1/23.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a pris part à 83 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, mobilisant ainsi un produit total de 3,1 milliards \$ au T4/23.
- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a pris part à 359 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, mobilisant ainsi un produit total de 17,5 milliards \$ à l'exercice 2023.

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity :

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Commissions et honoraires	19,4 %	15,6 %	3,8 p. p.	19,7 %	13,4 %	6,3 p. p.
Financement de sociétés	18,1 %	30,5 %	(12,4) p. p.	16,0 %	35,5 %	(19,5) p. p.
Honoraires de consultation	45,9 %	39,0 %	6,9 p. p.	45,7 %	37,5 %	8,2 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	11,8 %	13,4 %	(1,6) p. p.	14,7 %	12,1 %	2,6 p. p.
Intérêts	4,5 %	0,8 %	3,7 p. p.	3,2 %	0,8 %	2,4 p. p.
Divers	0,3 %	0,7 %	(0,4) p. p.	0,7 %	0,7 %	(0,0) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité » à la page 30.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 31 mai 2022, la Société a conclu l'acquisition des activités de gestion des placements de particuliers de PSW par l'intermédiaire de CGWM UK, pour un prix d'achat total à la clôture de l'acquisition de 168,0 millions £ (267,8 millions \$). Dans le cadre de la conclusion de l'acquisition, CGWM UK a modifié ses arrangements bancaires existants et a augmenté son emprunt bancaire d'un montant additionnel de 100 millions £ (159,4 millions \$ à la date d'acquisition du 31 mai 2022). En outre, certains investisseurs institutionnels ont effectué un investissement additionnel dans CGWM UK en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ à la date d'acquisition du 31 mai 2022). Compte tenu des actions privilégiées convertibles additionnelles et des actions ordinaires émises par CGWM UK en lien avec la transaction, la participation en équivalents de capitaux propres de la Société dans CGWM UK s'établit maintenant à 66,9 %, en supposant la conversion.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %. La Société n'a pas exercé son option de racheter une partie ou la totalité des actions privilégiées de série C en circulation le 30 juin 2022.

Le 5 août 2022, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2022, Michael Auerbach a été élu au conseil d'administration de la Société. M. Auerbach est un entrepreneur, investisseur, conseiller d'affaires et diplomate privé qui possède une expérience approfondie dans les services financiers, la prestation de conseils en veille stratégique et la gestion des risques.

Le 17 août 2022, la Société a conclu la convention d'achat d'actifs précédemment annoncée visant l'acquisition de Results International Group LLP (« Results »). Results est un cabinet de services-conseils indépendant établi à Londres, au Royaume-Uni, qui se spécialise dans les secteurs de la technologie et des soins de santé. Cette transaction permet à la Société de renforcer ses investissements récents visant l'élargissement de ses activités de consultation mondiales, par l'acquisition de Petsky Prunier (en 2019) et de Sawaya Partners (en 2021), ainsi que l'approfondissement de son expertise européenne dans les secteurs de la technologie et des soins de santé.

Le 18 août 2022, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2022 au 20 août 2023, jusqu'à 4 959 281 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société.

Le 9 janvier 2023, la société 1373313 B.C. Ltd. (l'« initiateur »), agissant en son propre nom et au nom d'un groupe de cadres qui réunit des membres de la direction et des employés de la Société et de ses filiales (collectivement, le « groupe d'employés de CG » ou le « groupe de cadres »), a annoncé son intention de lancer une offre publique d'achat (l'« offre d'achat par le groupe de cadres ») visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Société (à l'exception de certaines actions ordinaires détenues en propriété véritable par le groupe d'employés de CG) au prix de 11,25 \$ par action ordinaire. Une note d'information a été publiée le 29 janvier 2023. Par la suite, un comité spécial d'administrateurs indépendants de la Société (le « comité spécial ») a publié une circulaire en réponse à la note d'information.

Le 13 mars 2023, la Société a annoncé que Gillian Denham, Dipesh Shah, Charles Bralver et Sally Tennant (les « anciens administrateurs du comité spécial ») ainsi que Francesca Shaw avaient remis à la Société leur avis de démission du conseil d'administration de la Société. À la suite de leur démission, le conseil d'administration a nommé Terrence Lyons à titre d'administrateur et a nommé Michael Auerbach à titre de président du comité spécial et Terrence Lyons à titre de membre de ce même comité. Le conseil d'administration a également nommé M. Lyons à titre d'administrateur principal. Auparavant, M. Lyons a été l'administrateur principal indépendant et le président du comité d'audit et de risque de la Société et a siégé à titre d'administrateur de la Société de 2004 à 2022.

Le 20 mars 2023, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait nommé Amy Freedman et Rod Phillips à titre d'administrateurs indépendants. Compte tenu de ces changements, le conseil d'administration compte actuellement sept (7) administrateurs, dont cinq (5) sont des administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants ont également nommé Amy Freedman et Rod Phillips à titre de membres du comité spécial.

Le 22 mars 2023, le comité spécial a fourni une mise à jour aux actionnaires quant à l'évaluation et à l'examen de l'offre d'achat par le groupe de cadres et a annoncé que Greenhill & Co. Canada avait été retenu à titre de conseiller financier.

Le 6 avril 2023, la Société a annoncé avoir déposé et posté la circulaire des administrateurs en réponse à l'offre d'achat par le groupe de cadres et à la circulaire d'offre publique d'achat du 27 février 2023. À l'heure actuelle, le conseil d'administration n'a pas formulé de recommandations aux actionnaires et a déclaré que le comité spécial récemment formé avait besoin de plus de temps pour présenter une recommandation éclairée au conseil d'administration.

Le 11 avril 2023, la Société a annoncé avoir obtenu une dispense auprès de la British Columbia Securities Commission et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario afin de prolonger la période au cours de laquelle la Société est tenue de préparer et de transmettre une circulaire des administrateurs en réponse à l'offre d'achat par le groupe de cadres. La circulaire des administrateurs a été postée et déposée le 6 avril 2023 conformément à la dispense.

Le 8 mai 2023, la Société a annoncé avoir été avisée par certains des organismes de réglementation auxquels elle est assujettie qu'en raison d'une question réglementaire à l'égard d'une de ses filiales étrangères, l'approbation réglementaire liée au changement de contrôle envisagé dans le cadre de l'offre d'achat par le groupe de cadres ne serait pas accordée sur une base accélérée et que compte tenu des discussions en cours avec les organismes de réglementation, la Société avait déterminé que les approbations réglementaires pourraient ne pas être obtenues assez rapidement pour donner suite à l'offre d'achat par le groupe de cadres avant la date d'expiration fixée au 13 juin 2023 et pourraient ne pas être reçues avant l'expiration des engagements financiers liés à l'offre d'achat par le groupe de cadres le 9 août 2023. L'obtention des approbations réglementaires est une condition de l'offre d'achat par le groupe de cadres.

Le 29 mai 2023, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Canada, l'acquisition des activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer.

Le 5 juin 2023, le conseil d'administration a recommandé aux actionnaires de la Société de rejeter l'offre d'achat par le groupe de cadres et a publié un supplément à la circulaire des administrateurs datée du 6 avril 2023. Comme il est décrit dans le supplément, l'offre d'achat par le groupe de cadres a été rejetée du fait qu'il existe une condition réglementaire qui devrait demeurer non remplie à l'expiration de l'offre le 13 juin 2023 et à laquelle la renonciation par le groupe de cadres contreviendrait directement aux exigences expresses d'une autorité de réglementation.

Le 14 juin 2023, la Société a annoncé l'expiration de l'offre d'achat par le groupe de cadres étant donné que certaines conditions importantes de l'offre, dont celles liées à l'obtention des approbations réglementaires requises, n'ont pas été satisfaites à la date d'expiration et que le groupe de cadres a décidé de ne pas prolonger l'offre d'achat par le groupe de cadres. La Société a conclu une entente avec le groupe de cadres à l'égard de certaines questions liées à l'offre, dont le maintien du statu quo pendant deux ans ainsi que l'engagement en matière d'intention de vote de certains membres du groupe de cadres en faveur des

candidats aux postes d'administrateurs ayant reçu l'approbation du conseil d'administration, le remboursement de certains frais raisonnables engagés par le groupe de cadres (sous réserve d'une récupération dans certaines circonstances) et le maintien en fonction d'un comité spécial indépendant aux fins d'examen, le cas échéant. Toutefois, le conseil d'administration n'envisage concrètement la vente d'aucune de ses divisions et est d'avis que toutes les unités d'exploitation contribuent à créer la valeur à long terme de la Société.

APERÇU FINANCIER

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2023^{1, 2, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 31 mars			T4/23 par rapport au T4/22	Exercices clos les 31 mars			Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022	2021		2023	2022	2021	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	196 774 \$	196 976 \$	214 476 \$	(0,1) %	749 114 \$	761 843 \$	735 239 \$	(1,7) %
Financement de sociétés	50 962	108 801	305 939	(53,2) %	160 944	561 725	761 551	(71,3) %
Honoraires de consultation	104 649	122 353	66 761	(14,5) %	364 554	493 057	197 092	(26,1) %
Négociation à titre de contrepartiste	26 921	41 960	87 830	(35,8) %	117 238	158 978	246 801	(26,3) %
Intérêts	45 949	10 264	7 487	347,7 %	115 245	36 028	26 288	219,9 %
Divers	5 134	19 439	24 033	(73,6) %	3 302	34 371	40 717	(90,4) %
Total des produits des activités ordinaires	430 389	499 793	706 526	(13,9) %	1 510 397	2 046 002	2 007 688	(26,2) %
Charges								
Charge de rémunération	276 066	294 695	395 638	(6,3) %	936 872	1 248 184	1 227 895	(24,9) %
Autres charges indirectes ³	151 535	108 024	117 784	40,3 %	500 578	395 709	398 693	26,5 %
Frais connexes aux acquisitions	—	515	418	(100,0) %	7 403	9 197	5 922	(19,5) %
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	—	—	—	102 571	—	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	11 629	—	—	n. p.	11 629	8 519	—	36,5 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(14 278)	—	—	n. p.	(14 278)	—	—	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	4 354	—	—	5 932	4 354	(100,0) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	10	11	616	(9,1) %	55	192	922	(71,4) %
Total des charges	424 962	403 245	518 810	5,4 %	1 544 830	1 667 733	1 637 786	(7,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat	5 427	96 548	187 716	(94,4) %	(34 433)	378 269	369 902	(109,1) %
Résultat net	3 763 \$	68 995 \$	139 394 \$	(94,5) %	(54 742) \$	270 565 \$	269 802 \$	(120,2) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	(4 326) \$	58 657 \$	137 877 \$	(107,4) %	(90 104) \$	246 314 \$	263 786 \$	(136,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle	8 089 \$	10 338 \$	1 517 \$	(21,8) %	35 362 \$	24 251 \$	6 016 \$	45,8 %
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,08) \$	0,53 \$	0,93 \$	(115,1) %	(1,16) \$	2,16 \$	2,04 \$	(153,7) %
Dividendes par action ordinaire	0,085 \$	0,085 \$	0,075 \$	—	0,34 \$	0,32 \$	0,25 \$	6,3 %
Total de l'actif	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$	(13,1) %				
Total du passif	4 903 763 \$	5 833 476 \$	6 516 517 \$	(15,9) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	343 998 \$	238 700 \$	8 190 \$	44,1 %				
Total des capitaux propres	1 054 639 \$	1 178 069 \$	1 107 094 \$	(10,5) %				
Nombre d'employés	2 829	2 587	2 356	9,4 %				
Compte non tenu des éléments importants⁴								
Total des produits des activités ordinaires	430 389 \$	490 793 \$	692 326 \$	(12,3) %	1 523 348 \$	2 040 602 \$	1 993 488 \$	(25,3) %
Total des charges	414 055 \$	396 268 \$	509 087 \$	4,5 %	1 397 476 \$	1 623 036 \$	1 607 398 \$	(13,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat	16 334 \$	94 525 \$	183 239 \$	(82,7) %	125 872 \$	417 566 \$	386 090 \$	(69,9) %
Résultat net	17 428 \$	66 822 \$	137 128 \$	(73,9) %	100 986 \$	305 827 \$	285 887 \$	(67,0) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	9 645 \$	57 069 \$	135 611 \$	(83,1) %	71 260 \$	284 069 \$	279 871 \$	(74,9) %
Participations ne donnant pas le contrôle	7 783 \$	9 753 \$	1 517 \$	(20,2) %	29 726 \$	21 758 \$	6 016 \$	36,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	6 793 \$	54 678 \$	133 260 \$	(87,6) %	60 312 \$	274 585 \$	270 467 \$	(78,0) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,07 \$	0,52 \$	1,20 \$	(86,5) %	0,59 \$	2,51 \$	2,48 \$	(76,5) %

- Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % a été comptabilisée pour le trimestre considéré et l'exercice 2023 (des participations ne donnant pas le contrôle de respectivement 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et le quatrième trimestre de l'exercice 2022). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 5,55 % dans les actions ordinaires en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2023 (1,5 % pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2022).
- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.
- Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.
- Les données comprennent les résultats d'exploitation d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021, de Sawaya depuis le 31 décembre 2021, de PSW depuis le 31 mai 2022 et de Results depuis le 17 août 2022.

n. p. : non pertinent

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹ DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2023 ET DE L'EXERCICE 2023

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires						
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	430 389 \$	499 793 \$	(13,9) %	1 510 397 \$	2 046 002 \$	(26,2) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	—	9 000 \$	(100,0) %	(12 951) \$	5 400 \$	n. p.
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	430 389 \$	490 793 \$	(12,3) %	1 523 348 \$	2 040 602 \$	(25,3) %
Charges						
Charges selon les IFRS	424 962 \$	403 245 \$	5,4 %	1 544 830 \$	1 667 733 \$	(7,4) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	214 \$	1 283 \$	(83,3) %	4 656 \$	1 843 \$	152,6 %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	648 \$	364 \$	78,0 %	1 975 \$	364 \$	n. p.
Dépréciation du goodwill et d'autres immobilisations incorporelles	—	—	—	102 571 \$	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 477 \$	537	175,0 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(14 278) \$	—	n. p.	(14 278) \$	—	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 314 \$	4 190 \$	50,7 %	22 400 \$	14 629 \$	53,1 %
Frais connexes aux acquisitions	—	515 \$	(100,0) %	5 926 \$	8 660 \$	(31,6) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	1 477 \$	625 \$	136,3 %	3 977 \$	3 419 \$	16,3 %
Coûts associés à la réorganisation des activités au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne	—	—	—	—	794 \$	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	11 629 \$	—	n. p.	11 629 \$	8 519 \$	36,5 %
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	—	—	5 932 \$	(100,0) %
Frais de développement	4 903 \$	—	n. p.	7 021 \$	—	n. p.
Total des éléments importants	10 907 \$	6 977 \$	56,3 %	147 354 \$	44 697 \$	229,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	414 055 \$	396 268 \$	4,5 %	1 397 476 \$	1 623 036 \$	(13,9) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	16 334 \$	94 525 \$	(82,7) %	125 872 \$	417 566 \$	(69,9) %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	(1 094) \$	27 703 \$	(103,9) %	24 886 \$	111 739 \$	(77,7) %
Résultat net – ajusté	17 428 \$	66 822 \$	(73,9) %	100 986 \$	305 827 \$	(67,0) %
<i>Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</i>						
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	8 089 \$	10 338 \$	(21,8) %	35 362 \$	24 251 \$	45,8 %
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	306 \$	585 \$	(47,7) %	5 636 \$	2 493 \$	126,1 %
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) ¹	7 783 \$	9 753 \$	(20,2) %	29 726 \$	21 758 \$	36,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	6 793 \$	54 678 \$	(87,6) %	60 312 \$	274 585 \$	(78,0) %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,10 \$	0,62 \$	(83,9) %	0,72 \$	2,92 \$	(75,3) %
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,07 \$	0,52 \$	(86,5) %	0,59 \$	2,51 \$	(76,5) %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni.

n. p. : non pertinent

Incidence des actions privilégiées convertibles sur le résultat par action ordinaire

Le résultat par action ordinaire après dilution (« RPA après dilution ») est calculé selon la méthode du rachat des stocks en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited sont prises en compte dans le calcul du RPA après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est anti-dilutif aux fins du calcul du RPA après dilution selon les IFRS, mais dilutif aux fins du calcul du RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le RPA après dilution selon les IFRS est calculé en fonction du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes courus sur les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ reflète la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity qui suit.

Régions géographiques

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Après la fin de l'exercice, la Société a cessé ses activités à Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et Europe ». Nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein des activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées.

Goodwill

En raison de la faiblesse des marchés des actions à l'échelle mondiale, et particulièrement au Canada, le volume et les produits des activités ordinaires sur les marchés des capitaux au Canada ont connu un recul considérable, ce qui a donné lieu à des pertes importantes au cours de l'exercice. Compte tenu de l'évolution défavorable des conditions d'affaires, de la faiblesse soutenue des prix des produits de base et des perspectives inquiétantes attribuables à la persistance de la conjoncture économique défavorable, il a été déterminé que la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») Marchés des capitaux au Canada dépassait sa juste valeur au 31 décembre 2022. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 101,8 millions \$ au titre du goodwill au T3/23. En outre, la Société a inscrit une charge de dépréciation liée à des immobilisations incorporelles non amorties de 0,8 million \$ affectées à l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

À partir des estimations de la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle et aux taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie, ou les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectées à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis et à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe n'avaient pas subi de perte de valeur.

Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2023 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2023 ET EXERCICE 2023 COMPARATIVEMENT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2022 ET À L'EXERCICE 2022

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités principales : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Commissions et honoraires	45,7 %	39,4 %	6,3 p. p.	49,6 %	37,2 %	12,4 p. p.
Financement de sociétés	11,8 %	21,8 %	(10,0) p. p.	10,7 %	27,5 %	(16,8) p. p.
Honoraires de consultation	24,3 %	24,5 %	(0,2) p. p.	24,1 %	24,1 %	0,0 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	6,3 %	8,4 %	(2,1) p. p.	7,8 %	7,8 %	(0,0) p. p.
Intérêts	10,7 %	2,1 %	8,6 p. p.	7,6 %	1,8 %	5,8 p. p.
Divers	1,2 %	3,8 %	(2,6) p. p.	0,2 %	1,6 %	(1,4) p. p.
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Les produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société se sont établis à 430,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, en baisse de 13,9 %, ou 69,4 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse s'explique principalement par le repli généralisé des marchés depuis le début de l'exercice considéré, lequel a entraîné une réduction considérable du volume des nouvelles émissions par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse a été en partie compensée par des produits d'intérêts à l'échelle de la Société plus élevés, qui ont affiché une progression de 347,7 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et se sont établis à 45,9 millions \$ pour le trimestre considéré. Les produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société au cours de l'exercice 2023 se sont chiffrés à 1,5 milliard \$, soit une baisse de 26,2 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. La baisse la plus importante a été observée au chapitre des produits tirés des activités de financement de sociétés, qui ont reculé de 400,8 millions \$, ou 71,3 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société se sont établis à 196,8 millions \$ au T4/23, ce qui représente une légère diminution de 0,2 million \$, ou 0,1 %, par rapport à ceux du T4/22. À l'exercice 2023, les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 749,1 millions \$, en baisse de 1,7 % ou 12,7 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice précédent. La baisse pour la période de douze mois reflète surtout l'apport moins élevé de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, lesquelles ont été touchées par des pertes de facilitation et des ajustements de la valeur de marché au cours du premier trimestre de l'exercice 2023.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de financement de sociétés du quatrième trimestre ont reculé de 57,8 millions \$, ou 53,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 51,0 millions \$, ce qui reflète le recul persistant des nouvelles émissions observé dans l'ensemble des marchés qui s'est répercuté sur les produits de nos activités dans l'ensemble de nos unités d'exploitation. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont grimpé de 7,3 % en regard de ceux du trimestre précédent. La baisse globale des produits tirés des activités de financement de sociétés sur une base consolidée a été accentuée par la diminution de 3,7 millions \$, ou 27,0 %, affichée par notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity par rapport au T4/22, ce qui reflète l'incidence de la réduction des nouvelles émissions sur nos activités de gestion de patrimoine au Canada et en Australie au cours du trimestre. Les produits tirés des activités de financement de sociétés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 se sont élevés à 160,9 millions \$, une baisse de 400,8 millions \$, ou 71,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la réduction considérable susmentionnée des nouvelles émissions dans l'ensemble de nos activités principales.

Les produits tirés des honoraires de consultation à l'échelle de la Société ont diminué de 17,7 millions \$, ou 14,5 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se fixer à 104,6 millions \$ au T4/23. L'apport de nos activités aux États-Unis aux produits tirés des activités de consultation s'est chiffré à 59,7 millions \$, un recul de 5,2 millions \$, ou 8,0 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul reflète des conditions plus difficiles pour la conclusion de transactions et des évaluations moins élevées, en phase avec les tendances dans le secteur. Les produits tirés des honoraires de consultation à l'échelle de la Société au cours de l'exercice 2023 ont totalisé 364,6 millions \$, en baisse de 26,1 %, ou 128,5 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement une réduction dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste à l'échelle de la Société se sont établis à 26,9 millions \$ au T4/23, ce qui représente une diminution de 15,0 millions \$, ou 35,8 %, par rapport à ceux du T4/22. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits tirés des activités de négociation à l'échelle de la Société se sont chiffrés à 117,2 millions \$, en baisse de 41,7 millions \$, ou 26,3 %, ce qui découle de la diminution des activités de négociation dans l'ensemble des marchés par rapport à l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts à l'échelle de la Société se sont établis à 45,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, une hausse de 35,7 millions \$, ou 347,7 %, comparativement à ceux du T4/22, qui est surtout attribuable aux activités de gestion de patrimoine et aux activités sur les marchés des capitaux au Canada, lesquelles ont généré respectivement des produits d'intérêts de 13,8 millions \$ et de 8,6 millions \$ au cours du trimestre considéré. Les produits d'intérêts se sont chiffrés à 115,2 millions \$ pour l'exercice 2023, une hausse de 79,2 millions \$, ou 219,9 %, qui est elle aussi surtout attribuable aux activités de gestion de patrimoine et aux activités sur les marchés des capitaux au Canada. La hausse des produits d'intérêts pour les périodes de trois mois et de douze mois est attribuable à l'augmentation des taux du marché par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Les produits divers se sont chiffrés à 5,1 millions \$ au T4/23, soit une baisse de 14,3 millions \$, ou 73,6 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. À l'exercice 2023, un ajustement de la juste valeur comptabilisé à l'égard de certains bons de souscription et titres négociables non liquides ou temporairement incessibles a donné lieu à une baisse de 13,0 millions \$ des produits des activités ordinaires, dont une tranche de 11,4 millions \$ a été engagée au premier trimestre de l'exercice, reflet du recul marqué de la valeur de marché de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription en lien avec nos activités de financement de sociétés en Australie et au Canada. L'ajustement de la juste valeur est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur de certains titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. L'ajustement de la juste valeur a été en partie neutralisé par une augmentation des produits d'intérêts liée à la hausse des taux d'intérêt au cours de l'exercice considéré.

CHARGES

À l'échelle de la Société, les charges se sont chiffrées à 425,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, en hausse de 5,4 %, ou 21,7 millions \$, par rapport à celles du T4/22. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établi à 96,2 %, en hausse de 15,5 points de pourcentage par rapport à celui du trimestre clos le 31 mars 2022.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les charges ont totalisé 1,5 milliard \$, en regard de 1,7 milliard \$ pour l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 7,4 %. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 12,2 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice 2022.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Charge de rémunération	64,1 %	59,0 %	5,1 p. p.	62,0 %	61,0 %	1,0 p. p.
Autres charges indirectes ¹	35,2 %	21,6 %	13,6 p. p.	33,1 %	19,4 %	13,7 p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,0 %	0,1 %	(0,1) p. p.	0,5 %	0,4 %	0,1 p. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	2,7 %	0,0 %	(2,7) p. p.	0,8 %	0,4 %	0,4 p. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3,3) %	0,0 %	(3,3) p. p.	(0,9) %	0,0 %	(0,9) p. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	0,0 %	0,0 %	0,0 p. p.	0,0 %	0,3 %	(0,3) p. p.
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	0,0 %	0,0 %	0,0 p. p.	6,8 %	0,0 %	6,8 p. p.
Total	98,7 %	80,7 %	18,0 p. p.	102,3 %	81,5 %	20,8 p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p. p. : points de pourcentage

CHARGE DE RÉMUNÉRATION

La charge de rémunération à l'échelle de la Société s'est chiffrée à 276,1 millions \$ au T4/23, en baisse de 18,6 millions \$, ou 6,3 %, par rapport à celle du T4/22. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

augmenté de 5,2 points de pourcentage, passant de 59,0 % au T4/22 à 64,1 % au T4/23. L'augmentation du ratio de rémunération découle en partie de la variation de la valeur des attributions de rémunération à base d'actions ainsi que du déficit à la couverture de certains comptes de rémunération discrétionnaires en raison du niveau inférieur des produits.

La charge de rémunération pour l'exercice 2023 s'est établie à 936,9 millions \$, en baisse de 311,3 millions \$, ou 24,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,0 point de pourcentage pour se fixer à 62,0 % à l'exercice 2023, sous l'effet de l'affaiblissement généralisé des produits des activités ordinaires.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Frais de négociation	23 417 \$	23 588 \$	(0,7) %	96 083 \$	102 824 \$	(6,6) %
Locaux et matériel	6 904	5 327	29,6 %	21 986	20 074	9,5 %
Communications et technologie	23 239	20 336	14,3 %	85 482	73 873	15,7 %
Intérêts	23 915	7 483	219,6 %	54 539	23 598	131,1 %
Frais d'administration	43 344	29 434	47,3 %	138 461	101 431	36,5 %
Amortissement ¹⁾	10 838	8 945	21,2 %	41 634	27 593	50,9 %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	6 552	6 697	(2,2) %	26 335	23 894	10,2 %
Frais de développement	13 326	6 214	114,5 %	36 058	22 422	60,8 %
Total des autres charges indirectes	151 535 \$	108 024 \$	40,3 %	500 578 \$	395 709 \$	26,5 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

Les autres charges indirectes ont été de 151,5 millions \$ au T4/23, une augmentation de 40,3 % par rapport à celles du T4/22. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont établies à 35,2 % au T4/23, en regard de 21,6 % au T4/22, soit une augmentation de 13,6 points de pourcentage.

Les frais d'administration ont augmenté de 13,9 millions \$, ou 47,3 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2023, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, sous l'effet de la hausse des frais de promotion et de déplacement en lien avec l'accroissement du nombre de conférences, de réunions avec des clients et d'événements par suite de la fin des restrictions liées à la COVID-19.

La charge d'intérêts a également augmenté de 16,4 millions \$, ou 219,6 %, par rapport à celle du T4/22, du fait surtout de la hausse de la charge d'intérêts dans les activités de CGWM UK, en lien avec les emprunts bancaires additionnels contractés dans le cadre de l'acquisition de PSW réalisée le 31 mai 2022, ainsi que de l'augmentation des taux du marché. La charge d'intérêts liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada a augmenté de 4,0 millions \$ du fait de l'augmentation des activités d'emprunt de titres et de la hausse des taux d'intérêt.

La charge d'amortissement a augmenté de 1,9 million \$, ou 21,2 %, par rapport à celle du T4/22, en raison principalement de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises en lien avec les acquisitions de PSW et de Results.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 104,9 millions \$ à l'exercice 2023, pour s'établir à 500,6 millions \$, soit une augmentation de 26,5 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 13,8 points de pourcentage comparativement à celles de l'exercice 2022. Les hausses les plus importantes au chapitre des autres charges indirectes sont liées aux frais d'administration, à la charge d'intérêts et à la charge d'amortissement pour les raisons susmentionnées. Pour l'exercice 2023, les frais de développement se sont chiffrés à 36,1 millions \$, comparativement à 22,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, variation attribuable à une augmentation des coûts relatifs aux mesures incitatives liées à l'acquisition de Sawaya et aux autres initiatives de croissance en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, aux coûts de recrutement et coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada et en Australie, ainsi qu'à une hausse des frais dans le secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée.

Des frais connexes aux acquisitions de 7,4 millions \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2023 en lien avec les acquisitions de PSW et de Results.

En raison de la faiblesse des marchés des actions à l'échelle mondiale, et particulièrement au Canada, le volume et les produits des activités ordinaires sur les marchés des capitaux au Canada ont connu un recul considérable, ce qui a donné lieu à des pertes importantes au cours de l'exercice. Compte tenu de l'évolution défavorable des conditions d'affaires, de la faiblesse soutenue des prix des produits de base et des perspectives inquiétantes attribuables à la persistance de la conjoncture économique défavorable, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Canada dépassait sa juste valeur au 31 décembre 2022. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 101,8 millions \$ au titre du goodwill

au T3/23. En outre, la Société a inscrit une charge de dépréciation liée à des immobilisations incorporelles non amorties de 0,8 million \$ affectées à l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

Au cours des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022, la Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur respectivement de 11,6 millions \$ et 8,5 millions \$ lié à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK.

En outre, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 14,3 millions \$ en raison de la diminution du passif au titre de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Sawaya.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a été de 1,7 million \$ au titre d'un résultat avant impôt sur le résultat de 5,4 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 27,6 millions \$ au titre d'un résultat avant impôt sur le résultat de 96,5 millions \$ au T4/22. La variation du taux d'impôt effectif a essentiellement découlé des recouvrements d'impôt comptabilisés dans des administrations étrangères ayant des taux d'impôt plus élevés et de la réévaluation d'actifs d'impôt différé se rapportant à des attributions dont les droits ne sont pas acquis au titre des régimes de paiements fondés sur des actions du fait des fluctuations de la valeur des attributions à base d'actions par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, la charge d'impôt sur le résultat a été de 20,3 millions \$ au titre d'une perte avant impôt sur le résultat de 34,4 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 107,7 millions \$ au titre d'un résultat avant impôt sur le résultat de 378,3 millions \$ pour l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif a essentiellement découlé de la non-déductibilité de la charge de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles aux fins de l'impôt. En outre, la réévaluation d'actifs d'impôt différé se rapportant à des attributions dont les droits ne sont pas acquis au titre des régimes de paiements fondés sur des actions a également eu une incidence sur le taux d'impôt effectif du fait de la baisse de valeur des attributions à base d'actions comparativement au 31 mars 2022.

RÉSULTAT NET

Au T4/23, le résultat net s'est établi à 3,8 millions \$, comparativement à 69,0 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 7,2 millions \$, par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 56,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,08 \$ au T4/23 par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,53 \$ au T4/22.

Pour l'exercice 2023, la perte nette s'est établie à 54,7 millions \$, comparativement à un résultat net de 270,6 millions \$ pour l'exercice précédent. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 101,1 millions \$ par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 236,8 millions \$ pour l'exercice 2022. La perte par action ordinaire après dilution a été de 1,16 \$ pour l'exercice considéré, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 2,16 \$ pour l'exercice 2022.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net s'est chiffré à 17,4 millions \$ pour le T4/23, comparativement à un résultat net de 66,8 millions \$ au T4/22. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 6,8 millions \$, comparativement à 54,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,07 \$ au T4/23, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ de 0,52 \$ au T4/22.

Compte non tenu des éléments importants¹ et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 101,0 millions \$ pour l'exercice 2023, comparativement à un résultat net de 305,8 millions \$ pour l'exercice 2022. Le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,59 \$ pour l'exercice considéré, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ de 2,51 \$ pour l'exercice précédent.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Résultats par secteur d'activité – Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2023 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2022^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2023				2022			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	148 356 \$	297 145 \$	9 240 \$	454 741 \$	341 453 \$	328 458 \$	22 521 \$	692 432 \$
Royaume-Uni et Europe	96 275	343 728	—	440 003	120 355	310 495	—	430 850
États-Unis	482 750	5 019	—	487 769	667 176	6 821	—	673 997
Australie	65 472	62 412	—	127 884	174 090	74 633	—	248 723
Total des produits des activités ordinaires	792 853	708 304	9 240	1 510 397	1 303 074	720 407	22 521	2 046 002
Charges	836 819	591 589	116 422	1 544 830	961 236	576 728	129 769	1 667 733
Imputations intersectorielles	21 651	23 293	(44 944)	—	20 007	22 670	(42 677)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(65 617) \$	93 422 \$	(62 238) \$	(34 433) \$	321 831 \$	121 009 \$	(64 571) \$	378 269 \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Produits des activités ordinaires	792 853	708 304	22 191	1 523 348	1 303 074	720 407	17 121	2 040 602
Charges	740 418	559 286	97 772	1 397 476	958 492	549 226	115 318	1 623 036
Imputations intersectorielles	21 651	23 293	(44 944)	—	20 007	22 670	(42 677)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	30 784	125 725	(30 637)	125 872	324 575	148 511	(55 520)	417 566
Nombre d'employés	935	1 467	427	2 829	890	1 292	405	2 587

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 25 des états financiers consolidés audités.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % a été comptabilisée pour l'exercice 2023. Une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et de 32,7 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des bureaux et des employés dans plus de 20 établissements au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie et en Asie.

Notre division des marchés des capitaux compte plus de 900 employés qui sont divisés en groupes selon les produits, les secteurs d'activité et les régions géographiques qu'ils couvrent, ainsi qu'en groupes offrant du soutien. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale et visent principalement les secteurs de la technologie, des soins de santé et des sciences de la vie (ce qui inclut le secteur du cannabis), des métaux et des mines ainsi que des produits de consommation et de détail, en plus d'offrir une exposition aux secteurs des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie, des produits structurés et du développement durable. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les PAPE, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc et la tenue de marché.

Une approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et des initiatives d'harmonisation mondiales ont renforcé la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale spécialisée dans des secteurs et des régions cibles. La plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procurent un avantage concurrentiel. Marchés des capitaux Canaccord Genuity se consacre à fournir des capacités d'exécution et des connaissances spécialisées dans diverses régions géographiques, fournissant ainsi des services différenciés par rapport à ceux d'autres banques d'investissement mondiales.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de prendre des mesures pour renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et le renforcement de la plateforme mondiale par une intégration plus poussée de nos capacités mondiales et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

La Société prévoit que les avantages continus découlant de ses investissements permettront d'accroître l'apport des activités de consultation à marge plus élevée. Au cours de l'exercice 2023, la Société a, par l'intermédiaire de ses activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, conclu l'acquisition de Results, un cabinet de services-conseils axés sur les secteurs de la technologie et des soins de santé établi au Royaume-Uni. Cette transaction permet à la Société de renforcer ses investissements récents visant l'élargissement de ses activités de consultation mondiales, par l'acquisition de Petsky Prunier (en 2019) et de Sawaya (en 2021) aux États-Unis, en plus de doter sa plateforme au Royaume-Uni d'une expertise dans les secteurs des soins de santé et de la technologie.

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, nous devons continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée, le cas échéant, afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché dans tous les cycles du marché. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette division continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour le trimestre clos le 31 mars 2023					Pour le trimestre clos le 31 mars 2022				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	70 141	28 168	114 292	13 539	226 140	74 481	29 237	146 532	61 796	312 046
Charges										
Charge de rémunération	44 732	16 338	80 237	12 074	153 381	36 921	19 330	77 981	39 276	173 508
Autres charges indirectes	17 829	9 691	42 607	3 712	73 839	13 921	7 679	33 648	3 830	59 078
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	—	(14 278)	—	(14 278)	—	—	—	—	—
Total des charges	62 561	26 029	108 566	15 786	212 942	50 842	27 009	111 629	43 106	232 586
Imputations intersectorielles ³	3 787	372	914	200	5 273	5 469	770	998	480	7 717
Résultat avant impôt sur le résultat ³	3 793 \$	1 767 \$	4 812 \$	(2 447) \$	7 925 \$	18 170 \$	1 458 \$	33 905 \$	18 210 \$	71 743 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	(576)	(576)	—	—	—	3 185	3 185
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	70 141	28 168	114 292	13 539	226 140	74 481	29 237	146 532	61 796	312 046
Total des charges	62 561	25 615	122 396	15 786	226 358	50 782	27 009	110 042	43 106	230 939
Imputations intersectorielles ³	3 787	372	914	200	5 273	5 469	770	998	480	7 717
Résultat avant impôt sur le résultat ³	3 793 \$	2 181 \$	(9 018) \$	(2 447) \$	(5 491) \$	18 230 \$	1 458 \$	35 492 \$	18 210 \$	73 390 \$
Nombre d'employés	275	180	394	86	935	278	143	378	91	890

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2023					Exercice clos le 31 mars 2022				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	148 356	96 275	482 750	65 472	792 853	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074
Charges										
Charge de rémunération	96 256	57 917	296 074	38 576	488 823	168 942	78 963	385 975	107 906	741 786
Autres charges indirectes	64 583	30 142	145 431	18 070	258 226	53 735	28 205	122 094	14 879	218 913
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	102 571	—	—	—	102 571	—	—	—	—	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	—	(14 278)	—	(14 278)	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	1 477	—	—	1 477	—	—	537	—	537
Total des charges	263 410	89 536	427 227	56 646	836 819	222 677	107 168	508 606	122 785	961 236
Imputations intersectorielles ³	15 717	1 495	3 467	972	21 651	14 526	1 484	3 248	749	20 007
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(130 771) \$	5 244 \$	52 056 \$	7 854 \$	(65 617) \$	104 250 \$	11 703 \$	155 322 \$	50 556 \$	321 831 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	2 688	2 688	—	—	—	6 581	6 581
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	148 356	96 275	482 750	65 472	792 853	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074
Total des charges	160 659	86 887	436 226	56 646	740 418	222 301	107 168	506 238	122 785	958 492
Imputations intersectorielles ³	15 717	1 495	3 467	972	21 651	14 526	1 484	3 248	749	20 007
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(28 020) \$	7 893 \$	43 057 \$	7 854 \$	30 784 \$	104 626 \$	11 703 \$	157 690 \$	50 556 \$	324 575 \$
Nombre d'employés	275	180	394	86	935	278	143	378	91	890

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % a été comptabilisée pour l'exercice 2023. Une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et de 32,7 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

5) Comprend les activités à Dubaï.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste, dont les activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. En Australie et au Canada, les positions liées aux titres détenus génèrent également des produits des activités ordinaires qui sont inclus dans les produits tirés des services de financement de sociétés. La valeur de ces positions fluctue en fonction de l'évolution de la conjoncture du marché.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	31,0 %	23,8 %	7,2 p. p.	18,7 %	26,2 %	(7,5) p. p.
Royaume-Uni et Europe	12,5 %	9,4 %	3,1 p. p.	12,1 %	9,2 %	2,9 p. p.
États-Unis	50,5 %	47,0 %	3,5 p. p.	60,9 %	51,2 %	9,7 p. p.
Australie	6,0 %	19,8 %	(13,8) p. p.	8,3 %	13,4 %	(5,1) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %		100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 226,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, en baisse de 27,5 %, ou 85,9 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires pour le trimestre, soit des produits des activités ordinaires de 114,3 millions \$, ou 50,5 % du total des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux. La diminution la plus importante découle de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie, les produits des activités ordinaires du T4/23 ayant diminué de 48,3 millions \$, ou 78,1 %, par rapport à 13,5 millions \$ à la période correspondante du trimestre précédent.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2023, les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale ont été de 792,9 millions \$, en baisse de 510,2 millions \$, ou 39,2 %, en regard de ceux de l'exercice précédent.

Les baisses observées pour les périodes de trois mois et de douze mois sont attribuables à la diminution du niveau des activités dans l'ensemble des marchés, principalement dans les activités de financement de sociétés. Outre le contexte plus difficile, le recul marqué de la valeur de marché de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant à nos activités de financement de sociétés a eu une incidence négative sur les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie depuis le début de l'exercice et, dans une moindre mesure, sur les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Financement de sociétés

La réduction considérable des activités de prise ferme observée dans l'ensemble des marchés a persisté tout au long de l'exercice 2023, touchant particulièrement de petits émetteurs dans plusieurs de nos principaux secteurs de croissance. Les produits tirés du secteur des métaux et mines, qui est historiquement un secteur dominant pour la Société, tiennent compte de l'apport de l'Australie, du Canada et du Royaume-Uni. Les produits tirés du secteur des soins de santé sont générés essentiellement par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada et tiennent compte des transactions avec les sociétés du secteur du cannabis. Les produits tirés du secteur Divers proviennent principalement de nos activités au Royaume-Uni et au Canada et comprennent les produits de transactions avec des sociétés du secteur de l'énergie.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 40,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, une baisse de 54,1 millions \$ ou 56,9 %, par rapport à ceux du T4/22. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont légèrement augmenté de 8,6 % en regard de ceux du T3/23. Pour l'exercice 2023, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont totalisé 126,6 millions \$, un recul marqué de 336,5 millions \$, ou 72,7 %, en regard de ceux de l'exercice 2022, reflet du contexte défavorable dans l'ensemble du secteur pour nos activités de mobilisation de capitaux qui a touché plusieurs de nos secteurs cibles. Comme il a été expliqué précédemment, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont été influencés par le recul marqué de la valeur de marché de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant à nos activités de financement de sociétés au Canada et en Australie, ainsi que par certains ajustements de la valeur de marché liés à nos activités de facilitation au Canada, qui se sont surtout répercutés sur nos résultats du premier trimestre de l'exercice.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice 2023				
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni et Dubaï	Australie
Soins de santé	16 %	15 %	67 %	0 %	3 %
Technologie	6 %	5 %	16 %	8 %	3 %
Métaux et mines	51 %	42 %	2 %	12 %	78 %
Produits de consommation et de détail	4 %	1 %	14 %	0 %	4 %
Divers	23 %	37 %	1 %	80 %	12 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Soins de santé.

Consultation

L'accroissement de l'apport des activités de consultation à marge plus élevée contribue à contrebalancer la volatilité inhérente de nos activités de mobilisation de capitaux et demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos nombreux succès dans les activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance. Nous menons des mandats de consultation stratégiques dans des domaines très variés pour des acheteurs ou des vendeurs, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, et nous avons établi une position de chef de file dans les structures de financement alternatives. En outre, nos activités de consultation ont mieux fait que celles du marché élargi au premier semestre de l'exercice 2023, mais le nombre de fusions et d'acquisitions conclues au deuxième semestre a reculé en regard de celui des périodes de comparaison trimestrielle et annuelle. Les produits tirés des activités de consultation du T4/23 se sont établis à 103,8 millions \$, en baisse de 17,8 millions \$, ou 14,6 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et en hausse de 38,0 % par rapport à ceux du T3/23. À l'exercice 2023, les produits tirés des activités de consultation sur les marchés des capitaux ont diminué de 25,8 % par rapport à ceux de l'exercice précédent pour atteindre 362,5 millions \$, sous l'effet du contexte plus difficile pour la conclusion de transactions et des évaluations moins élevées. Nos activités aux États-Unis ont été le principal vecteur du rendement dans ce secteur, les produits tirés des activités de consultation ayant atteint 250,9 millions \$ à l'exercice 2023, ce qui représente 69,2 % des produits tirés des activités de consultation sur les marchés des capitaux mondiaux et découle surtout des activités menées dans le secteur de la technologie, des produits de consommation et de détail, et des soins de santé, reflet de nos investissements visant à faire croître nos capacités.

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES DE CONSULTATION PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice 2023			
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni et Dubaï
Soins de santé	10 %	10 %	12 %	3 %
Technologie	54 %	3 %	73 %	12 %
Métaux et mines	9 %	67 %	0 %	3 %
Produits de consommation et de détail	16 %	9 %	13 %	34 %
Divers	11 %	11 %	2 %	48 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste pour le trimestre clos le 31 mars 2023 se sont établis à 26,6 millions \$, en baisse de 15,1 millions \$, ou 36,2 %, par rapport à ceux du T4/22. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 116,9 millions \$, en baisse de 41,3 millions \$, ou 26,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement la volatilité du marché moins prononcée qui a eu pour effet de réduire le niveau d'activité sur les marchés et les possibilités de générer des produits des activités ordinaires, comparativement aux niveaux records établis au cours de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis de 104,2 millions \$ pour la période de douze mois sont surtout attribuables au groupe Actions internationales.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 43,8 millions \$ et à 156,2 millions \$ pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 mars 2023, soit respectivement des baisses de 10,2 % et 10,7 % en regard de ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent; ces résultats reflètent la diminution des activités de négociation pour les particuliers et la baisse des nouvelles émissions. Les produits tirés des commissions et des honoraires de nos activités aux États-Unis pour l'exercice 2023 ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 5,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui a été contrebalancé par une baisse de 20,6 millions \$, ou 44,9 %, dans nos activités au Canada attribuable aux pertes de facilitation principalement comptabilisées au T1/23.

CHARGES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les charges de notre division Marchés des capitaux Canaccord Genuity pour le trimestre clos le 31 mars 2023 se sont chiffrées à 212,9 millions \$, en baisse de 8,4 %, ou 19,6 millions \$, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2023, les charges se sont fixées à 836,8 millions \$, en baisse de 124,4 millions \$, ou 12,9 %. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ pour cette division a augmenté de respectivement 26,1 points de pourcentage et de 19,8 points de pourcentage pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2023 par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la nature fixe de certaines charges indirectes.

Charge de rémunération

La charge de rémunération dans notre division des marchés des capitaux pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023 a reculé respectivement de 20,1 millions \$, ou 11,6 %, et de 253,0 millions \$, ou 34,1 %, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui reflète en partie la réduction observée au chapitre des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 67,8 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023, en hausse de 12,2 points de pourcentage par rapport à celle du T4/22. Le ratio de rémunération pour l'ensemble des régions au T4/23 a été compromis par la variation de la valeur de certaines attributions de rémunération à base d'actions octroyées au cours des périodes précédentes et par le déficit à la couverture de certains comptes de rémunération discrétionnaires. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le ratio de rémunération total s'est chiffré à 61,7 %, soit une hausse de 4,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a grimpé respectivement de 14,2 points de pourcentage et de 15,4 points de pourcentage, en regard de celle des périodes de trois et douze mois closes le 31 mars 2022, du fait des coûts fixes du personnel relativement à la baisse des produits des activités ordinaires au cours de la période considérée et de la pression connexe sur les comptes de rémunération discrétionnaires. Aux États-Unis, l'augmentation du ratio de rémunération pour le T4/23 et l'exercice 2023 a été touchée par les variations dans la composition des produits des activités ordinaires et la rémunération variable associée aux différentes sources de produits, ainsi que par la hausse de la charge au titre des paiements fondés sur des actions décrite précédemment. En Australie, des variations des niveaux relatifs de la rémunération fixe et variable et un recul marqué des produits des activités ordinaires au quatrième trimestre de l'exercice 2023 ont contribué à la hausse de 25,6 points de pourcentage du ratio de rémunération totale. La charge de rémunération totale en

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

pourcentage des produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe a diminué de respectivement 8,1 points de pourcentage et de 5,5 points de pourcentage pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Canada	63,8 %	49,6 %	14,2 p. p.	64,9 %	49,5 %	15,4 p. p.
Royaume-Uni et Europe	58,0 %	66,1 %	(8,1) p. p.	60,2 %	65,6 %	(5,4) p. p.
États-Unis	70,2 %	53,2 %	17,0 p. p.	61,3 %	57,9 %	3,4 p. p.
Australie	89,2 %	63,6 %	25,6 p. p.	58,9 %	62,0 %	(3,1) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	67,8 %	55,6 %	12,2 p. p.	61,7 %	56,9 %	4,8 p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont augmenté respectivement de 25,0 % et 18,0 % par rapport à celles des périodes de trois mois et de douze mois de l'exercice 2022.

La charge d'intérêts a augmenté de 2,1 millions \$, ou 52,0 %, par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 5,8 millions \$, ou 44,2 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, du fait surtout des activités d'emprunt de titres dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. La hausse des frais d'administration respectivement de 84,6 % et 55,6 % par rapport à ceux des périodes de trois mois et de douze mois de l'exercice 2022 s'explique principalement par l'augmentation des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux conférences dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. Ces frais représentaient des investissements ciblés dans nos activités d'expansion de l'entreprise et de maintien en poste de la main-d'œuvre, qui se sont concentrés sur une courte période après deux années de restrictions liées à la COVID-19. Leur niveau devrait revenir à la normale à l'avenir.

L'augmentation globale des charges indirectes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023 a été partiellement contrebalancée par une baisse de respectivement 0,8 million \$, ou 4,1 %, et 6,7 millions \$, ou 8,1 %, des frais de négociation en regard de ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la diminution des frais de négociation dans nos activités aux États-Unis en lien avec la baisse des activités de négociation au cours des périodes considérées.

Au T4/23, la charge d'amortissement a fléchi de 37,2 %, ou 1,2 million \$, mais a augmenté de 51,9 %, ou 3,5 millions \$, à l'exercice 2023, par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises en lien avec l'acquisition de Sawaya, qui a été conclue le 31 décembre 2021, et de Results, conclue le 17 août 2022.

Des frais connexes aux acquisitions de 1,5 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2023 en lien avec l'acquisition de Results, conclue le 17 août 2022.

En outre, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 14,3 millions \$ en raison de la variation de la juste valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Sawaya.

En raison de la faiblesse des marchés des actions à l'échelle mondiale, le volume et les produits des activités ordinaires sur les marchés des capitaux au Canada ont diminué, ce qui a donné lieu à des pertes importantes au cours de l'exercice. Compte tenu de l'évolution défavorable des conditions d'affaires, de la faiblesse soutenue des prix des produits de base et des perspectives inquiétantes attribuables à la persistance de la conjoncture économique défavorable, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Canada dépassait sa juste valeur au 31 décembre 2022. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 101,8 millions \$ au titre du goodwill au T3/23. En outre, la Société a inscrit une charge de dépréciation liée à des immobilisations incorporelles non amorties de 0,8 million \$ affectées à l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, pour nos activités sur les marchés des capitaux combinées a été de 7,9 millions \$ au trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement à un résultat net de 71,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat a été de 5,5 millions \$ au T4/23, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 73,4 millions \$ dégagé pour la période correspondante de l'exercice 2022.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Pour l'exercice 2023, la perte avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 65,6 millions \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 321,8 millions \$ pour l'exercice 2022. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat a reculé de 293,8 millions \$, ou 90,5 %, pour s'établir à 30,8 millions \$.

La baisse du résultat avant impôt sur le résultat de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux pour le trimestre et l'exercice considérés est essentiellement attribuable au recul considérable des produits des activités ordinaires dans l'ensemble de nos activités principales en raison du repli des marchés mondiaux ainsi qu'à l'incidence de la réduction de valeur de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant à nos activités de financement de sociétés et principalement comptabilisées au T1/23.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 16 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 31 mars 2023. Les produits des activités ordinaires de cette division proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires, des activités de gestion de portefeuille, des intérêts et des activités de planification financière. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division se sont élevés à 80,2 % pour l'exercice clos le 31 mars 2023. La division offre des services aux clients au Royaume-Uni et à l'échelle internationale et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Cette division comptait 252 experts en placement au 31 mars 2023.

Au 31 mars 2023, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement inscrits aux États-Unis. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division se sont élevés à 46,2 % pour l'exercice 2023 clos le 31 mars 2023. Cette division comptait 145 équipes de conseillers au 31 mars 2023.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux au 31 mars 2023. Cette division comptait 119 équipes de conseillers au 31 mars 2023.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les ASA et les ASG et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits des activités ordinaires, nous nous attendons à rendre notre entreprise considérablement moins sensible aux activités de négociation associées aux produits tirés des transactions.

Nous continuons d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans nos activités de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, nous développons activement notre réseau de spécialistes dans la technologie, le développement durable et d'autres secteurs de croissance afin de suivre la cadence des besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société demeurera à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Nous améliorons progressivement les synergies découlant de l'intégration des activités que nous avons acquises au cours des 12 derniers mois.

Dans le cadre de l'acquisition de PSW réalisée le 31 mai 2022, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (159,4 millions \$ au 31 mai 2022) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK à la clôture de l'acquisition, en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited, pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ au 31 mai 2022). En tenant compte de cet investissement et de la petite composante capitaux propres émise en lien avec l'acquisition, la participation effective de la Société dans CGWM UK est d'environ 66,9 %, en supposant la conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et compétences mondiales, ainsi que sur les investissements dans l'évolution de notre technologie et de notre offre de produits et notre bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits des activités ordinaires et de rentabilité sur plusieurs années consécutives. Nous restons fortement déterminés à investir dans la technologie et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits visant à attirer des investisseurs fortunés et à fournir à nos conseillers des ressources pour les aider à développer leurs activités. Après la clôture du troisième trimestre de l'exercice, soit le 1^{er} février 2023, la Société a annoncé avoir conclu une entente définitive avec Mercer Global Investments Canada Limited visant l'acquisition des activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer. La transaction a été clôturée le 29 mai 2023.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux menées par Canaccord Genuity dans la région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires	78 410 \$	76 165 \$	2,9 %	302 164 \$	335 279 \$	(9,9) %
Charges						
Charge de rémunération	43 453	47 426	(8,4) %	168 001	198 197	(15,2) %
Autres charges indirectes	19 256	17 083	12,7 %	73 763	60 079	22,8 %
Total des charges	62 709 \$	64 509 \$	(2,8) %	241 764 \$	258 276 \$	(6,4) %
Imputations intersectorielles ²	4 837	6 555	(26,2) %	20 926	20 659	1,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	10 864 \$	5 101 \$	113,0 %	39 474 \$	56 344 \$	(29,9) %
ASG (discrétionnaires) ³	8 834	8 482	4,1 %			
ASA ⁴	35 694	37 881	(5,8) %			
Nombre d'équipes de conseillers	145	146	(0,7) %			
Nombre d'employés	499	489	2,0 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	62 709 \$	64 509 \$	(2,8) %	241 764 \$	258 276 \$	(6,4) %
Imputations intersectorielles ²	4 837	6 555	(26,2) %	20 926	20 659	1,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	10 864 \$	5 101 \$	113,0 %	39 474 \$	56 344 \$	(29,9) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes, dont les programmes de solutions gérées de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et le Programme de gestion des placements des particuliers. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont chiffrés à 78,4 millions \$, soit une hausse de 2,2 millions \$, ou 2,9 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2022. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits des activités ordinaires ont totalisé 302,2 millions \$, en baisse de 33,1 millions \$, ou 9,9 %. Les produits tirés des activités de financement de sociétés dans ce secteur ont reculé respectivement de 30,3 % et de 70,6 % pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2023 comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, du fait de la diminution des nouvelles émissions, en partie neutralisée par la hausse des produits d'intérêts. Le contexte de hausse des taux d'intérêt a été avantageux pour les produits d'intérêts associés à nos dépôts et à nos activités de prêt dans ce secteur. Les produits d'intérêts ont augmenté de 162,8 % pour atteindre 13,8 millions \$ pour le trimestre considéré et ont progressé de 144,0 % pour s'établir à 46,2 millions \$ pour l'exercice considéré.

Les ASA¹ au Canada ont diminué de 5,8 % pour s'établir à 35,7 milliards \$ au 31 mars 2023, comparativement à 37,9 milliards \$ au 31 mars 2022, ce qui reflète la réduction de la valeur de marché, en partie compensée par les entrées de trésorerie nettes générées par les nouveaux actifs pour le compte des clients. Au 31 mars 2023, il y avait 145 équipes de conseillers au Canada, soit une de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires de nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

total des produits des activités ordinaires ont augmenté de 6,8 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice 2022 et ont représenté 46,2 % des produits de gestion de patrimoine au Canada pour l'exercice 2023.

Le total des charges de ce secteur pour le trimestre clos le 31 mars 2023 a été de 62,7 millions \$, en baisse de 1,8 million \$, ou 2,8 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges pour l'exercice clos le 31 mars 2023 s'est établi à 241,8 millions \$, soit une baisse de 16,5 millions \$, ou 6,4 %, comparativement à celui de l'exercice précédent.

Les coûts de rémunération ont reculé de 4,0 millions \$, ou 8,4 %, pour le T4/23 et de 30,2 millions \$, ou 15,2 %, pour l'exercice 2023. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 55,4 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023 et à 55,6 % pour l'exercice considéré, soit respectivement une baisse de 6,8 points de pourcentage et de 3,5 points de pourcentage.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 12,7 %, et de 13,7 millions \$, ou 22,8 %, comparativement à celles des périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2022. L'augmentation des charges pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2023 est attribuable à la hausse des frais liés aux locaux et au matériel, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais d'administration. Les frais d'administration ont augmenté de 0,7 million \$, ou 18,7 %, en regard de ceux du T4/22 et de 5,5 millions \$, ou 45,7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison d'une hausse des frais liés aux conférences. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 0,7 million \$, ou 102,6 %, pour le trimestre considéré et de 1,7 million \$, ou 67,9 %, pour l'exercice complet, ce qui s'explique par la répartition des coûts supplémentaires du secteur Non sectoriel et autres. Les frais de développement ont également augmenté de 2,2 millions \$, ou 16,7 %, pour l'exercice clos le 31 mars 2023, en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat du trimestre clos le 31 mars 2023 s'est élevé à 10,9 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$, ou 113,0 %, en regard de celui du T4/22. Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice considéré s'est établi à 39,5 millions \$, en baisse de 16,9 millions \$, ou 29,9 %, par rapport à celui de l'exercice précédent.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires	103 730 \$	80 316 \$	29,2 %	343 728 \$	310 495 \$	10,7 %
Charges						
Charge de rémunération	42 527	38 202	11,3 %	163 634	162 618	0,6 %
Autres charges indirectes	41 922	22 345	87,6 %	117 628	79 645	47,7 %
Frais connexes aux acquisitions	—	515	(100,0) %	5 926	8 660	(31,6) %
Total des charges	84 449	61 062	38,3 %	287 188	250 923	14,5 %
Imputations intersectorielles ²	558	927	(39,8) %	2 236	1 758	27,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	18 723	18 327	2,2 %	54 304	57 814	(6,1) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	8 798	7 064	24,5 %	32 651	16 879	93,4 %
ASG ³	55 101	52 830	4,3 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	252	220	14,5 %			
Nombre d'employés	737	581	26,9 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	76 776 \$	55 849 \$	37,5 %	255 348 \$	223 895 \$	14,0 %
Imputations intersectorielles ²	558	927	(39,8) %	2 236	1 758	27,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	26 396	23 540	12,1 %	86 144	84 842	1,5 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	8 492	6 479	31,1 %	27 015	14 386	87,8 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation d'Adam & Company depuis la date d'acquisition du 1^{er} octobre 2021 et de PSW, depuis le 31 mai 2022.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche de résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, ils sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation, mais plus sensibles aux variations de la valeur de marché. Les produits des activités ordinaires ont atteint 103,7 millions \$ pour le T4/23, en hausse de 23,4 millions \$,

ou 29,2 %, par rapport à ceux du T4/22, soit des produits trimestriels records pour ce secteur. Pour l'exercice 2023, les produits des activités ordinaires ont atteint un nouveau sommet de 343,7 millions \$, soit une hausse de 33,2 millions \$, ou 10,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Le contexte de hausse des taux d'intérêt a également eu une incidence positive sur les produits d'intérêts de ce secteur, qui ont progressé de 27,7 millions \$ pour atteindre 30,3 millions \$ pour l'exercice 2023. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont atteint 63,1 millions £ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement à 47,3 millions £ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, en hausse de 33,3 %. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 215,2 millions £, comparativement à 181,4 millions £ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, en hausse de 18,6 %.

Au 31 mars 2023, les ASG¹ au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont établi un nouveau record de 55,1 milliards \$, en hausse de 4,3 % comparativement à 52,8 milliards \$ au 31 mars 2022, ce qui s'explique par l'augmentation de la valeur des actifs pour le compte des clients ainsi que par l'ajout de nouveaux actifs à notre plateforme par suite de la conclusion de l'acquisition de PSW le 31 mai 2022. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG¹ ont augmenté de 2,8 %, passant de 32,1 milliards £ au 31 mars 2022 à 33,0 milliards £ au 31 mars 2023. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont représenté 80,2 % du total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2023, en hausse de 1,6 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale a augmenté de 4,3 millions \$, ou 11,3 % pour le T4/23 et de 1,0 million \$, ou 0,6 %, pour l'exercice 2023 par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé respectivement de 6,6 points de pourcentage, passant de 47,6 % à 41,0 % pour le T4/23, et de 4,8 points de pourcentage, passant de 52,4 % à 47,6 % pour l'exercice 2023.

Les autres charges indirectes de ce secteur se sont établies à 41,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023 comparativement à 22,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 19,6 millions \$, ou 87,6 % d'un exercice à l'autre. La hausse la plus importante découle de la charge d'intérêts, qui s'est accrue de 14,0 millions \$ en regard de celle du T4/22 en raison des emprunts bancaires additionnels obtenus dans le cadre des acquisitions d'Adam & Co et de PSW. La charge d'amortissement a augmenté de 2,2 millions \$, ou 43,4 %, par rapport à celle du trimestre clos le 31 mars 2022 par suite surtout de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de PSW réalisée le 31 mai 2022. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 1,3 million \$, ou 41,9 %, en appui à l'ajout de personnel dans ce secteur.

Les autres charges indirectes se sont chiffrées à 117,6 millions \$ pour l'exercice 2023, en hausse de 38,0 millions \$, ou 47,7 %, comparativement à celles de l'exercice précédent, les frais liés aux communications et à la technologie, la charge d'intérêts et la charge d'amortissement ayant affiché les hausses les plus importantes pour les raisons susmentionnées. En outre, les frais d'administration ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 10,9 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent du fait de la hausse des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais liés à l'élargissement des activités.

Les frais connexes aux acquisitions de 5,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2023 découlent de l'acquisition de PSW.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 18,7 millions \$, comparativement à 18,3 millions \$ au T4/22, et le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 26,4 millions \$, par rapport à 23,5 millions \$ au T4/22. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le résultat avant impôt sur le résultat a été de 54,3 millions \$, comparativement à 57,8 millions \$ pour l'exercice 2022, et le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 86,1 millions \$ par rapport à 84,8 millions \$ pour l'exercice précédent.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires	14 969 \$	17 793 \$	(15,9) %	62 412 \$	74 633 \$	(16,4) %
Charges						
Charge de rémunération	11 105	13 245	(16,2) %	44 492	51 505	(13,6) %
Autres charges indirectes	4 314	3 804	13,4 %	18 145	16 024	13,2 %
Total des charges	15 419	17 049	(9,6) %	62 637	67 529	(7,2) %
Imputations intersectorielles ²	54	253	(78,7) %	131	253	(48,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(504)	491	(202,6) %	(356)	6 851	(105,2) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	(133)	89	(249,4) %	23	791	(97,1) %
ASG ⁴	5 432	5 352	1,5 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	119	115	3,5 %			
Nombre d'employés	231	222	4,1 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	15 301 \$	16 932 \$	(9,6) %	62 174 \$	67 055 \$	(7,3) %
Imputations intersectorielles ³	54	253	(78,7) %	131	253	(48,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(386)	608	(163,5) %	107	7 325	(98,5) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	(133)	89	(249,4) %	23	791	(97,1) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

5) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 15,0 millions \$, en baisse de 2,8 millions \$, ou 15,9 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits des activités ordinaires ont totalisé 62,4 millions \$, en baisse de 12,2 millions \$, ou 16,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de financement ont reculé de 39,1 %, ou 6,6 millions \$ pour l'exercice, en raison de la diminution des nouvelles émissions. Les ASG¹ des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 5,4 milliards \$ au 31 mars 2023, en hausse de 1,5 % comparativement à ceux du T4/22, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des nouveaux actifs nets en lien avec des initiatives de recrutement. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 14,6 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie, comparativement à 17,5 milliards \$ au 31 mars 2022. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 34,7 % des produits de gestion de patrimoine à l'exercice clos le 31 mars 2023, soit une hausse de 7,6 points de pourcentage par rapport à ceux pour l'exercice 2022.

La charge de rémunération totale a diminué respectivement de 2,1 millions \$, ou 16,2 %, et de 7,0 millions \$, ou 13,6 %, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires pour le T4/23 et l'exercice 2023 s'est élevée à 74,2 % et 71,3 %, soit respectivement une diminution de 0,3 point de pourcentage et une augmentation de 2,3 points de pourcentage par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les autres charges indirectes de 4,3 millions \$ ont augmenté de 0,5 million \$, ou 13,4 %, par rapport à celles du T4/22, du fait surtout d'une augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation liée à une réaffectation des charges entre les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux en Australie. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les autres charges indirectes ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 13,2 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, ce qui découle essentiellement d'une hausse de respectivement 1,6 million \$ et de 0,5 million \$ des frais de développement et des frais liés aux communications et à la technologie en raison des démarches de recrutement actives de ce secteur à l'exercice 2023.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 0,5 million \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 0,5 million \$ au T4/22. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, la perte avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,4 million \$, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 0,6 million \$ au T4/22. La perte avant impôt sur le résultat a été de 0,4 million \$ pour l'exercice 2023, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 6,9 millions \$ pour l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 0,1 million \$, en regard de 7,3 millions \$ pour l'exercice 2022.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2023	2022		2023	2022	
Produits des activités ordinaires	7 140 \$	13 473 \$	(47,0) %	9 240 \$	22 521 \$	(59,0) %
Charges						
Charge de rémunération	25 600	22 314	14,7 %	71 922	94 078	(23,6) %
Autres charges indirectes	12 204	5 714	113,6 %	32 816	21 048	55,9 %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	11 629	—	n. p.	11 629	8 519	36,5 %
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	—	—	5 932	(100,0) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	10	11	(9,1) %	55	192	(71,4) %
Total des charges	49 443	28 039	76,3 %	116 422	129 769	(10,3) %
Imputations intersectorielles ²	(10 722)	(15 452)	30,6 %	(44 944)	(42 677)	(5,3) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(31 581)	886	n. p.	(62 238)	(64 571)	3,6 %
Nombre d'employés	427	405	5,4 %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Produits des activités ordinaires	7 140 \$	4 473 \$	59,6 %	22 191 \$	17 121 \$	29,6 %
Total des charges	32 911	28 039	17,4 %	97 772	115 318	(15,2) %
Imputations intersectorielles ²	(10 722)	(15 452)	30,6 %	(44 944)	(42 677)	(5,3) %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(15 049)	(8 114)	(85,5) %	(30 637)	(55 520)	44,8 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2023 et de l'exercice 2023 » à la page 24.

n. p. : non pertinent

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. La répartition entre les secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions et les charges engagées par ces secteurs sont comptabilisées dans les imputations intersectorielles.

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont chiffrés à 7,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement à 13,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les produits des activités ordinaires se sont établis à 9,2 millions \$, comparativement à 22,5 millions \$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, l'ajustement de la juste valeur comptabilisé à l'égard de certains bons de souscription et titres négociables non liquides et temporairement incessibles a été revu, ce qui s'est traduit par une diminution des produits des activités ordinaires de 13,0 millions \$, principalement comptabilisée au T1/23. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. Pour les périodes de trois mois et de douze mois de l'exercice 2023, les produits d'intérêts ont augmenté respectivement de 3,1 millions \$, ou 248,8 %, et 8,1 millions \$, ou 148,7 %, en regard de ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des hausses de taux d'intérêt.

Les charges de ce secteur ont été de 49,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, en hausse de 21,4 millions \$, ou 76,3 %, par rapport à celles du trimestre clos le 31 mars 2022. Pour la période depuis le début de l'exercice, le total des charges a diminué de 13,3 millions \$, ou 10,3 %.

La charge de rémunération a augmenté de 3,3 millions \$, ou 14,7 %, comparativement à celle du trimestre clos le 31 mars 2022, principalement en raison de la hausse de la charge au titre des paiements fondés sur des actions par rapport à celle du T4/22. Pour l'exercice 2023, la charge de rémunération a diminué de 22,2 millions \$, ou 23,6 %, en regard de celle de l'exercice 2022, ce qui reflète la diminution de la rentabilité de la Société dans son ensemble ainsi qu'une baisse de la juste valeur de certaines attributions de droits à un paiement fondé sur des actions consenties au cours des périodes précédentes.

La hausse des autres charges indirectes de 6,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023 est essentiellement attribuable aux honoraires professionnels de 5,4 millions \$ découlant de l'offre publique d'achat par la direction, qui a expiré, ainsi qu'à la hausse de 1,2 million \$ des frais d'administration à l'appui de l'ajout de personnel, compensée en partie par la diminution de 0,8 million \$ des frais liés aux communications et la diminution de 1,2 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel, ce qui s'explique par une réaffectation des charges aux activités sur les marchés des capitaux et aux activités de gestion de patrimoine au Canada. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les autres charges indirectes se sont chiffrées à 32,8 millions \$, en hausse de 11,8 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2022. La hausse des autres charges indirectes pour l'exercice 2023 est essentiellement attribuable aux honoraires professionnels et aux autres coûts engagés par la Société en raison de l'offre publique d'achat par la direction, qui a expiré, ainsi qu'à la hausse des frais d'administration dont il a été question précédemment.

Au cours des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur respectivement de 11,6 millions \$ et 8,5 millions \$ lié à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 31,6 millions \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 0,9 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat a été de 15,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 8,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2023, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 62,2 millions \$, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 64,6 millions \$ pour l'exercice 2022. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 30,6 millions \$, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 55,5 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans l'ensemble des autres régions. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

Informations financières trimestrielles – sept trimestres antérieurs au T4/23¹

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 mars 2023. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Exercice 2023				Exercice 2022				
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Produits des activités ordinaires									
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	226 140	\$ 196 879	\$ 205 697	\$ 164 137	\$	312 046	\$ 361 893	\$ 304 919	\$ 324 216
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :									
Amérique du Nord	78 410	77 364	73 429	72 961	76 165	82 589	72 367	104 158	
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	103 730	85 691	80 970	73 337	80 316	81 741	75 109	73 329	
Australie	14 969	16 633	14 889	15 921	17 793	20 571	18 752	17 517	
Non sectoriel et autres	7 140	5 549	5 537	(8 986)	13 473	5 423	4 014	(389)	
Total des produits des activités ordinaires	430 389	382 116	380 522	317 370	499 793	552 217	475 161	518 831	
Résultat net	3 763	(82 065)	26 564	(3 004)	68 995	66 732	61 785	73 053	
Résultat par action ordinaire de base	(0,08) \$	(1,10) \$	0,17 \$	(0,14) \$	0,62 \$	0,59 \$	0,56 \$	0,72 \$	
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,08) \$	(1,10) \$	0,14 \$	(0,14) \$	0,53 \$	0,52 \$	0,49 \$	0,63 \$	
Résultat net compte non tenu des éléments importants ¹	17 428	\$ 28 197	\$ 35 426	\$ 19 935	\$	66 822	\$ 84 632	\$ 69 719	\$ 84 654
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,10 \$	0,20 \$	0,30 \$	0,13 \$	0,62 \$	0,80 \$	0,66 \$	0,84 \$	
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,07 \$	0,16 \$	0,25 \$	0,11 \$	0,52 \$	0,69 \$	0,58 \$	0,73 \$	

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2023				Exercice 2022			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	430 389	\$ 382 116	\$ 380 522	\$ 317 370	\$ 499 793	\$ 552 217	\$ 475 161	\$ 518 831
Total des charges selon les IFRS	424 962	462 902	341 490	315 476	403 245	457 234	388 124	419 130
Produits des activités ordinaires								
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	—	233	1 271	11 447	(9 000)	(1 400)	—	5 000
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	430 389	\$ 382 349	\$ 381 793	\$ 328 817	\$ 490 793	\$ 550 817	\$ 475 161	\$ 523 831
Charges								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	214	1 643	1 535	1 264	1 283	107	160	293
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(14 278)	—	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 477	—	—	537	—	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	102 571	—	—	—	—	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	648	523	437	367	364	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 314	5 830	5 944	4 312	4 190	4 113	3 178	3 148
Frais connexes aux acquisitions	—	—	(1 656)	7 582	515	6 225	1 920	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	1 477	649	1 265	586	625	348	2 095	351
Coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK	—	—	—	—	—	—	794	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	—	—	—	—	468	5 464
Frais de développement	4 903	808	1 310	—	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	11 629	—	—	—	—	8 519	—	—
Total des éléments importants – charges	10 907	112 024	10 312	14 111	6 977	19 849	8 615	9 256
Total des charges compte non tenu des éléments importants	414 055	350 878	331 178	301 365	396 268	437 385	379 509	409 874
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	16 334	\$ 31 471	\$ 50 615	\$ 27 452	\$ 94 525	\$ 113 432	\$ 95 652	\$ 113 957
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté(e)	(1 094)	3 274	15 189	7 517	27 703	28 800	25 933	29 303
Résultat net – ajusté	17 428	\$ 28 197	\$ 35 426	\$ 19 935	\$ 66 822	\$ 84 632	\$ 69 719	\$ 84 654
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	6 793	\$ 16 561	\$ 25 793	\$ 11 879	\$ 54 678	\$ 75 098	\$ 63 326	\$ 81 251
Résultat par action ordinaire ajusté – base	0,10	\$ 0,20	\$ 0,30	\$ 0,13	\$ 0,62	\$ 0,80	\$ 0,66	\$ 0,84
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution	0,07	\$ 0,16	\$ 0,25	\$ 0,11	\$ 0,52	\$ 0,69	\$ 0,58	\$ 0,73

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution découlant du rachat des débetures convertibles au quatrième trimestre de l'exercice 2021, ainsi que de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises au quatrième trimestre de l'exercice 2022 et au premier trimestre de l'exercice 2023, de l'arrondissement et de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur les montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 430,4 millions \$ au T4/23, ce qui représente une diminution d'environ 4,0 % par rapport aux produits des activités ordinaires moyens des sept derniers trimestres. Sur une base consolidée, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont diminué, passant d'un montant record de 305,9 millions \$ au T4/21 à 51,0 millions \$ au T4/23, du fait du ralentissement des activités sur les marchés dans toutes les régions où nous sommes présents. Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 104,6 millions \$, en baisse d'environ 3,0 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, lesquels rendent compte de produits tirés des honoraires de consultation solides au cours du premier semestre de l'exercice 2023 et de produits records à l'exercice 2022. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société ont légèrement reculé de 0,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 196,8 millions \$. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 35,8 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 26,9 millions \$.

En raison du contexte de hausses de taux d'intérêt, les produits d'intérêts ont augmenté de 347,7 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 45,9 millions \$, une hausse d'environ 205 % comparativement à la moyenne des sept derniers trimestres. Les produits tirés des commissions et des honoraires, les produits tirés des activités de financement de sociétés, les produits tirés des honoraires de consultation et les produits d'intérêts ont progressé respectivement de 4,3 %, 7,3 %, 38,3 % et 43,2 % par rapport à ceux du T3/23.

Marchés des capitaux mondiaux

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 226,1 millions \$, ce qui représente une baisse d'environ 15 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, en raison du repli prolongé des marchés mondiaux, qui a perturbé le niveau d'activité de l'ensemble de nos secteurs d'activité, mais plus particulièrement celui de nos activités de financement de sociétés. En outre, les produits des activités ordinaires du T4/23 ont augmenté de 14,9 % par rapport à ceux du trimestre précédent.

Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits tirés des activités sur les marchés des capitaux, ces activités ayant généré des produits des activités ordinaires de 114,3 millions \$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une baisse de 1,2 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 22,0 % par rapport à ceux du T4/22. Au quatrième trimestre, les produits des activités ordinaires attribuables à cette région ont diminué d'environ 23 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres. Bien que les activités de consultation dans ce secteur soient demeurées robustes, les produits des activités de consultation du quatrième trimestre ont diminué d'environ 18 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, période de comparaison qui inclut les produits trimestriels records générés au cours de l'exercice 2022.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada se sont établis à 70,1 millions \$ pour le T4/23, une baisse de 5,8 % par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice 2022 et une hausse de 122,5 % sur une base séquentielle. Dans ce secteur, les produits des activités ordinaires ont augmenté d'environ 17 % au quatrième trimestre par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés des activités de consultation et des produits d'intérêts, qui ont progressé respectivement d'environ 51 % et 172 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie ont diminué de 55,6 % sur une base séquentielle, en raison essentiellement de la baisse de 59,9 % des produits tirés des activités de financement de sociétés, ce qui reflète la diminution du niveau d'activité dans nos secteurs cibles. Dans ce secteur, les produits des activités ordinaires du quatrième trimestre ont diminué d'environ 58 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, période de comparaison qui inclut les produits tirés des activités de financement de sociétés trimestriels records générés au deuxième semestre de l'exercice 2022.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 28,2 millions \$ au T4/23, en hausse de 46,3 % par rapport à ceux du trimestre précédent. Dans ce secteur, les produits des activités ordinaires du quatrième trimestre ont augmenté d'environ 5,0 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres. Les produits tirés des honoraires de consultation ont augmenté de 40,7 % sur une base séquentielle et d'environ 4,0 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale se sont chiffrés à 197,1 millions \$ pour le quatrième trimestre, une hausse de 9,7 % en regard de ceux du T3/23. Au quatrième trimestre, les produits des activités ordinaires de cette division ont augmenté d'environ 12 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres.

Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont progressé de 2,9 % par rapport à ceux du T4/22, et de 1,4 % sur une base séquentielle. Au quatrième trimestre, les produits des activités ordinaires de ce secteur ont diminué d'environ 2 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres. Comparativement à la moyenne des sept derniers trimestres, les produits tirés des activités de financement de sociétés de ce secteur ont diminué d'environ 47 %, tandis que les produits d'intérêts ont augmenté d'environ 88,0 %. Les ASA¹ se sont chiffrés à 35,7 milliards \$, en hausse de 2,8 % par rapport à ceux du T3/23, mais en baisse de 5,8 % comparativement au sommet de 37,9 milliards \$ atteint au T4/22, ce qui reflète le recul de la valeur de marché découlant du repli généralisé des marchés.

Les activités de CGWM UK ont contribué de façon constante à nos produits des activités ordinaires et notre rentabilité. Les produits des activités ordinaires se sont établis à 103,7 millions \$ au T4/23, en hausse d'environ 32 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, en raison de la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits d'intérêts. Les ASG¹ pour ce groupe se chiffraient à 55,1 milliards \$ à la fin du T4/23, en hausse de 4,3 % comparativement à ceux à la fin du T4/22, ce qui s'explique par l'augmentation de la valeur des actifs pour le compte des clients et l'ajout de nouveaux actifs à notre plateforme par suite de la conclusion de l'acquisition de PSW.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie ont atteint 15,0 millions \$ au T4/23, en baisse de 10,0 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 15,9 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice 2022. Dans ce secteur, les produits des activités ordinaires ont diminué d'environ 14 % au quatrième trimestre par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, période de comparaison qui inclut les produits tirés des activités de financement de sociétés trimestriels records générés au cours de l'exercice 2022. Les ASG¹ s'établissaient à 5,4 milliards \$ au 31 mars 2023, en hausse de 1,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2022, ce qui reflète nos démarches de recrutement actives à l'exercice 2023.

Non sectoriel et autres

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique principalement par l'ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, de même que par les variations des produits d'intérêts et des profits ou pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2023	2022	2021	2020	2019
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 008 432 \$	1 788 261 \$	1 883 292 \$	997 111 \$	820 739 \$
Titres détenus	715 078	1 051 229	1 041 583	931 467	690 499
Créances clients	3 355 203	3 438 655	3 973 442	3 275 841	2 656 664
Impôt sur le résultat à recevoir	34 209	1 967	738	5 603	2 502
Actifs d'impôt différé	90 733	98 224	81 229	39 487	22 117
Placements	18 101	22 928	12 193	10 105	6 224
Matériel et aménagements des locaux loués	48 180	34 643	23 070	24 860	25 792
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	928 735	697 272	531 038	565 587	524 757
Actif au titre de droits d'utilisation	103 729	117 066	85 216	106 134	—
Total de l'actif	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	— \$	— \$	— \$	— \$	9 639 \$
Titres vendus à découvert	556 303	567 290	889 607	875 017	373 419
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	3 739 992	4 853 894	5 170 957	3 680 186	3 141 977
Impôt sur le résultat à payer	2 177	15 952	56 285	11 721	5 415
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 342	6 574	12 119	7 042	9 294
Tranche à court terme des obligations locatives	26 712	23 928	24 311	23 417	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	17 325	10 618	17 706	57 859	—
Billet payable	—	—	—	—	5 832
Obligations locatives	92 526	101 620	70 591	88 922	—
Autres passifs	98 378	75 758	19 577	58 340	132 285
Emprunt bancaire	293 780	145 467	66 200	79 192	50 370
Passifs d'impôt différé	55 728	24 875	13 552	9 903	7 978
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débetures convertibles	—	—	168 112	128 322	127 225
Participations ne donnant pas le contrôle	343 998	238 700	8 190	156	1 997
Capitaux propres	1 054 639	1 178 069	1 107 094	928 618	876 363
Total du passif et des capitaux propres	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$

ACTIF

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,0 milliard \$ au 31 mars 2023, contre 1,8 milliard \$ au 31 mars 2022. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 48.

Les titres détenus s'établissaient à 0,7 milliard \$ au 31 mars 2023, en regard de 1,1 milliard \$ au 31 mars 2022, principalement en raison d'une diminution du nombre d'actions et de débetures convertibles détenues au 31 mars 2023.

Les créances clients se chiffraient à 3,4 milliards \$ au 31 mars 2023, en comparaison de 3,4 milliards \$ au 31 mars 2022, en phase avec ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2023, le goodwill s'élevait à 622,8 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 305,9 millions \$. Au 31 mars 2022, le goodwill atteignait 510,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 187,0 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, de Thomas Miller, de Patersons, d'Adam & Company et de Sawaya et, au 31 mars 2023, ces montants incluaient les acquisitions de PSW et de Results.

Au cours de l'exercice 2023, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 102,6 millions \$ au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles de l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

Au 31 mars 2023, les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 103,7 millions \$, comparativement à 117,1 millions \$ au 31 mars 2022, principalement en raison de la charge d'amortissement comptabilisée au cours de la période.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, se chiffraient à 191,2 millions \$ au 31 mars 2023, par rapport à 157,8 millions \$ au 31 mars 2022. L'augmentation des autres actifs est principalement attribuable à la hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir au 31 mars 2023.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 556,3 millions \$ au 31 mars 2023, contre 567,3 millions \$ au 31 mars 2022, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,7 milliards \$ au 31 mars 2023, en baisse par rapport à 4,9 milliards \$ au 31 mars 2022, ce qui est principalement attribuable à une diminution des sommes dues aux clients.

La dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé étaient de 65,4 millions \$ au 31 mars 2023, une augmentation par rapport à 48,3 millions \$ au 31 mars 2022, ce qui s'explique principalement par la hausse des passifs d'impôt différé, en partie neutralisée par la baisse de l'impôt sur le résultat à payer.

Des obligations locatives de 119,2 millions \$ étaient également comptabilisées au 31 mars 2023 (125,5 millions \$ au 31 mars 2022).

Au 31 mars 2023, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle se chiffraient à 54,0 millions \$ (45,3 millions \$ au 31 mars 2022). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, un ajustement de 1,5 million \$ a été comptabilisé au titre de la contrepartie éventuelle liée à Sawaya avec une augmentation correspondante du goodwill. En outre, au 31 mars 2023, la contrepartie éventuelle et la contrepartie différée liées à l'acquisition de Results se chiffraient respectivement à 16,9 millions \$ et 3,3 millions \$. De plus, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 14,3 millions \$ en raison de la variation de la juste valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Sawaya.

Le 31 mai 2022, des investisseurs institutionnels ont acheté une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles d'un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$) qui ont été émises par la filiale de la Société, CGWM UK. Les deux séries d'actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur respectivement de 11,6 millions \$ et 8,5 millions \$ lié à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. La valeur comptable de la composante passif dérivé de 37,0 millions £ (61,7 millions \$ CA) (25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA) au 31 mars 2022), est présentée dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2023.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de PSW. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts et vient à échéance en septembre 2024. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,177 % au 31 mars 2023 (taux annuel de 3,375 % au 31 mars 2022). Au 31 mars 2023, le total des emprunts bancaires en cours, net des frais de financement, était de 307,1 millions \$ (152,0 millions \$ au 31 mars 2022).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de PSW décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 667,4 millions \$ (657,0 millions \$ au 31 mars 2022). Ces facilités de crédit limitées, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2023, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit (néant au 31 mars 2022).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 344,0 millions \$ au 31 mars 2023, en comparaison de 238,7 millions \$ au 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 105,3 millions \$ liée surtout à la composante capitaux propres de la nouvelle série d'actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, déduction faite des dividendes reçus et des variations de change. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 32,7 % de l'actif net des activités en Australie (32,7 % au 31 mars 2022).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,9 millions \$ (2,9 millions \$ US) (3,7 millions \$ (2,9 millions \$ US) au 31 mars 2022) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2023 et 2022, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dettes bancaires et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2023 et 2022, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire aux termes de ces facilités.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau ci-après résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 31 mars 2023 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2024	Exercice 2025 – Exercice 2026	Exercice 2027 – Exercice 2028	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	142 547	34 148	47 809	22 188	38 402
Emprunt bancaire ¹	342 897	35 365	307 532	—	—
Total des obligations contractuelles	485 444	69 513	355 341	22 188	38 402

1) L'emprunt bancaire a été obtenu pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de CGWM UK. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 7,177 % (taux annuel de 3,375 % au 31 mars 2022), est remboursable par versements de capital et d'intérêts, et vient à échéance en septembre 2024.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,0 milliard \$, en baisse de 779,8 millions \$ par rapport à 1,8 milliard \$ au 31 mars 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, des flux de trésorerie de 71,2 millions \$ ont été tirés des activités de financement, principalement en raison du produit d'un emprunt bancaire lié à l'acquisition de PSW et de l'émission d'actions privilégiées convertibles par CGWM UK, le tout en partie compensé par l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT, le versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles émises au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, le versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle en Australie et le versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées. Des flux de trésorerie de 288,1 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement pour les acquisitions de PSW et de Results, l'achat de matériel, les aménagements des locaux loués et les immobilisations incorporelles. Des flux de trésorerie de 584,4 millions \$ ont été affectés aux activités d'exploitation, principalement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 21,5 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

En comparaison avec l'exercice clos le 31 mars 2022, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont augmenté de 214,1 millions \$ en raison du produit additionnel de l'emprunt bancaire au cours de l'exercice considéré, du rachat de débetures convertibles en avril 2021 ainsi que de l'achat d'actions ordinaires supplémentaires dans le cadre de l'offre publique de rachat importante et de l'OPRCNA au cours de l'exercice 2022 par rapport à l'exercice considéré. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 86,1 millions \$ au cours l'exercice clos le 31 mars 2023 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des acquisitions de PSW et de Results au cours de l'exercice considéré. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement et la diminution de la rentabilité ont entraîné une baisse des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 847,7 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont augmenté de 32,5 millions \$ en raison de l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 779,8 millions \$, passant de 1,8 milliard \$ au 31 mars 2022 à 1,0 milliard \$ au 31 mars 2023.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer du capital réglementaire requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment en disposant des dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les niveaux d'activité actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Certains engagements incombent à la Société, comme il est décrit précédemment aux rubriques « Arrangements hors bilan » et « Dette bancaire et autres facilités de crédit ». Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités, la Société n'a conclu aucun contrat pouvant raisonnablement être considéré comme important.

Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2023	2022
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	87 477 151	88 057 175
Nombre d'actions émises et en circulation ²	99 594 391	99 697 799
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	104 497 584	104 500 074
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	87 381 995	94 871 398
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	s. o.	109 434 474

1) Exclut 11 994 885 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

2) Inclut 11 994 885 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 4 903 193 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour la période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE B

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE D

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs

(« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 15 juin 2022, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2022, la Société n'avait racheté aucune action privilégiée de série C.

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 19 des états financiers consolidés du 31 mars 2023.

ACTIONS ORDINAIRES

Le 18 août 2022, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 21 août 2022 au 20 août 2023, jusqu'à 4 959 281 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, 502 000 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA. De plus, 83 300 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été annulées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la TSX et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2022 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2023) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la TSX, les rachats quotidiens sont limités à 76 881 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la TSX au cours de la période de six mois civile allant de février 2021 à juillet 2022 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 307 527 actions ordinaires)).

Au 31 mai 2023, 99 594 391 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTIONS ORDINAIRES

	Nombre d'actions
Solde au 31 mars 2021	108 191 331
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	609 046
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(6 451 612)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 387 816)
Solde au 31 mars 2022	99 697 799
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	285 899
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(585 300)
Solde au 31 mars 2023	99 594 391

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous

forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

Le 1^{er} juin 2021, la Société a adopté un régime d'UAD pour certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

RÉGIME DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS DE PSW, ASSUJETTI À DES CONDITIONS

Dans le cadre de l'acquisition de PSW, la Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions à l'intention de certains employés clés de PSW qui inclut des actions ordinaires de CGWM UK. Le régime est assujetti à diverses conditions d'acquisition des droits et, par conséquent, la Société comptabilise les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2023	31 mars 2022
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2023	31 mars 2022
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited ¹	Guernesey	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited ¹	Guernesey	94,5 %	96,7 %
Hargreave Hale Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
CG Wealth Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Adam & Company Investment Management Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Punter Southall Wealth Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	s. o.
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Financial Limited ²	Australie	65 %	65 %
Patersons Asset Management Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲 (北京) 投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. ³	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited ¹	Jersey	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited ^{1, 4}	Irlande	100 %	100 %

1) La Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 5,5 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 33,1 % de la participation en équivalents de capitaux propres.

2) La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2023 (67,3 % au 31 mars 2022), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.

3) La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity Dubai Ltd. après le 31 mars 2023.

4) Cette entreprise a été absorbée par liquidation dans une filiale dans le cadre d'une restructuration en interne après le 31 mars 2023.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'UALR, un régime d'options sur actions liées au rendement et un régime d'UAD pour les membres de la haute direction. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2023 et 2022.

(en milliers)	31 mars 2023	31 mars 2022
Avantages du personnel à court terme	48 804 \$	33 585 \$
Paiements fondés sur des actions	892	736
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	49 696 \$	34 321 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2023	31 mars 2022
Créances clients	18 115 \$	12 009 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	600 \$	1 271 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2023 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de PSW et de Results, ainsi que l'évaluation de la contrepartie éventuelle liée à Results et à Sawaya.

La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des politiques et des lois fiscales dans le cadre de ses activités au Canada et à l'étranger. Puisque les lois et les politiques fiscales de plusieurs pays font l'objet de modifications et d'interprétations continues, le résultat final de certaines opérations fiscales reste incertain. La Société subit l'influence des modifications apportées aux lois et aux règlements fiscaux, notamment l'instauration de Pilier Deux (impôt minimum mondial de 15 %) proposé par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2023, la Société détenait 65 % des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2023 et 2022. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur

juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation.

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés

après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2023 ont été de 13,0 millions \$ (9,1 millions \$ en 2022). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom « RILT » (ou « le régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des UALR ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2023, les contrats à terme visant l'achat de dollars américains avaient un montant notionnel de 1,8 million \$ US, par rapport à 2,3 millions \$ au 31 mars 2022. Les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un montant notionnel de 3,9 millions \$ US, une hausse de 2,1 millions \$ US par rapport au 31 mars 2022. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 31 mars 2023, le montant notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position vendeur de 1,4 million \$ (position acheteur de 9,7 millions \$ au 31 mars 2022).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2023.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2023, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2023.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109*, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2023 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity Inc.

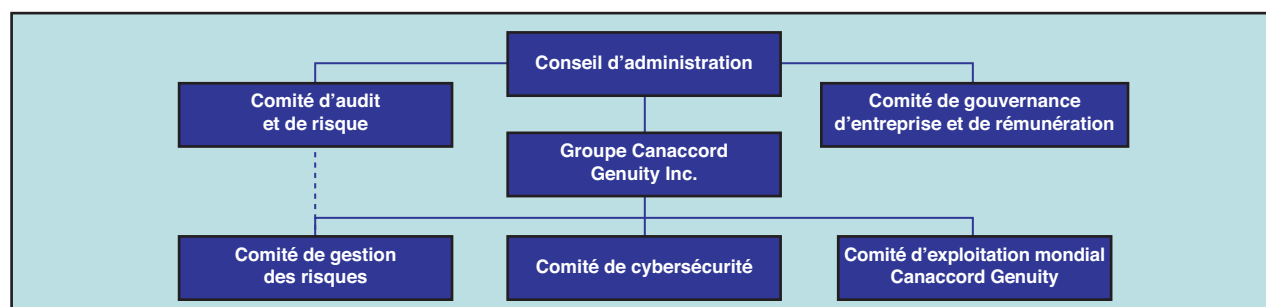
STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites

prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée au comité d'audit et de risque et au comité de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat du comité d'audit et de risque en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit et de risque. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et

de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ses activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de

facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Autoévaluation des risques et des contrôles » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Autoévaluation des risques et des contrôles

L'autoévaluation des risques et des contrôles a pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats de l'autoévaluation des risques et des contrôles servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. L'autoévaluation des risques et des contrôles est mise à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit et de risque.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés et l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, *FIN-2014-G001* (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable qu'il entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit et de risque du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'écllosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un éventuel contexte de télétravail. Grâce à ces efforts, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation apparente liée au fait que la plupart de ses employés travaillaient à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques associés à l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. L'incidence de la situation géopolitique sur l'économie mondiale est difficile à prévoir et, dans la plupart des cas, elle n'a pas eu de conséquences importantes sur la croissance économique mondiale. Cependant, la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie ont eu des répercussions économiques considérables, compte tenu de leur incidence sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. En outre, il est attendu que les répercussions de la crise géopolitique actuelle se feront sentir pendant les prochaines décennies. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2023, les membres de la haute direction et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 14,7 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (25,1 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissaient ou votaient ensemble, ils pourraient exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividende

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 4 juillet 2023 aux actionnaires inscrits le 23 juin 2023.

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 23 juin 2023.

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 23 juin 2023.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris sa notice annuelle, se trouvent sur le site Web de la Société à l'adresse www.cgf.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2023 et 2022, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 mars 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Question clé de l'audit

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Comptabilisation des produits tirés des transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions

Au 31 mars 2023, les produits tirés des honoraires de consultation liés aux transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions du Groupe s'élevaient à 364,6 millions \$. Le Groupe comptabilise les produits tirés des honoraires de consultation lorsque l'obligation de prestation liée à la transaction sous-jacente est remplie aux termes de l'entente.

Étant donné que la taille de chaque transaction qui donne lieu à des honoraires de consultation est souvent importante et que le nombre de transactions et le moment auquel elles sont réalisées peuvent grandement varier d'une période à l'autre selon le niveau d'activité sur le marché, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Lorsque des transactions importantes sont conclues vers la date de clôture, une évaluation est effectuée pour déterminer dans quelle période le Groupe a rempli ses obligations de prestation et peut ainsi comptabiliser les produits correspondants. Les détails des méthodes comptables du Groupe relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».

Pour tester les produits comptabilisés tirés des honoraires de consultation, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Nous avons choisi un échantillon des transactions donnant lieu à des honoraires de consultation et examiné les contrats exécutés pour déterminer si l'obligation de prestation a été remplie progressivement ou à un moment précis.
- Nous avons testé un échantillon de transactions donnant lieu à des honoraires de consultation en cours à la date de clôture et évalué si les obligations de prestation liées aux services de consultation fournis progressivement ont été comptabilisées conformément à l'IFRS 15 en obtenant des éléments probants sur la prestation des services et en établissant une comparaison avec la partie des produits comptabilisés pour la période de prestation des services.
- Nous avons passé en revue les documents sources, y compris les ententes exécutées et les encaissements, pour obtenir des éléments probants quant à savoir si les obligations de prestation ont été remplies pour toutes les transactions de consultation conclues immédiatement avant et après la fin de l'exercice, et avons évalué si les produits ont été comptabilisés dans la période appropriée.

Question clé de l'audit

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Dépréciation du goodwill affecté à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »)

Au 31 mars 2023, le Groupe avait comptabilisé un goodwill de 622,8 millions \$ affecté à des UGT. La direction évalue au moins une fois par an, ou lorsqu'il existe des indices de dépréciation, si la valeur comptable de ces actifs a subi une perte de valeur. Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, la direction compare la valeur comptable d'une UGT à sa valeur recouvrable qui est établie au moyen de la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les tests de dépréciation des UGT reposent sur des estimations des valeurs recouvrables fondées sur des prévisions sur cinq ans avec une valeur finale pour la période subséquente. Compte tenu de la nature subjective des données d'entrée importantes pour le modèle de dépréciation, y compris la fluctuation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, les résultats du modèle sont sensibles aux données d'entrée qui font appel au jugement de la direction.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le Groupe a comptabilisé une charge de dépréciation de 101,7 millions \$ au titre du goodwill de l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

Compte tenu de la subjectivité inhérente aux prévisions et à l'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'importance du goodwill comptabilisé et affecté aux UGT au 31 mars 2023, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Les détails des principales méthodes comptables du Groupe relatives au goodwill sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».

- Nous avons évalué les méthodes comptables critiques du Groupe et les informations y afférentes dans les états financiers consolidés pour déterminer si elles reflètent adéquatement les transactions en question et si elles sont conformes à l'IFRS 15.

Pour tester la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimative des UGT, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude mathématique des modèles de dépréciation utilisés à l'égard des UGT. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons comparé les valeurs comptables de chaque UGT qui figurent dans les modèles aux registres financiers du Groupe et comparé les UGT identifiées par le Groupe au niveau le plus bas auquel les activités font l'objet d'un suivi par la direction et d'autres membres de l'organisation, et évalué si le regroupement des UGT était approprié aux fins du test de dépréciation.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué les hypothèses et les données d'entrée utilisées par le Groupe aux fins du calcul de la valeur recouvrable des UGT, y compris les produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, en comparant ces hypothèses aux résultats historiques et à des données provenant de tiers.
- Nous avons procédé à des analyses de sensibilité des principales hypothèses, notamment les taux de croissance des produits des activités ordinaires et les taux de croissance des charges afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable des UGT qui résulteraient de modifications apportées aux hypothèses.
- Nous avons évalué les informations fournies par le Groupe à l'égard de cette question.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sean Musselman.

Ernst + Young s.n.l./s.e.v.c.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 16 juin 2023

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 008 432 \$	1 788 261 \$
Titres détenus	6	715 078	1 051 229
Créances clients	9, 23	3 355 203	3 438 655
Impôt sur le résultat à recevoir		34 209	1 967
Total des actifs courants		5 112 922	6 280 112
Actifs d'impôt différé	15	90 733	98 224
Placements	10	18 101	22 928
Matériel et aménagements des locaux loués	12	48 180	34 643
Immobilisations incorporelles	14	305 915	186 993
Goodwill	14	622 820	510 279
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	103 729	117 066
Total de l'actif		6 302 400	7 250 245
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	6, 7	556 303	567 290
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 23	3 720 332	4 845 672
Provisions	27	19 660	8 222
Impôt sur le résultat à payer		2 177	15 952
Dettes subordonnée	16	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	17	13 342	6 574
Tranche à court terme des obligations locatives	18	26 712	23 928
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	7,11	17 325	10 618
Total des passifs courants		4 363 351	5 485 756
Passifs d'impôt différé	15	55 728	24 875
Autres passifs	7, 11	98 378	75 758
Emprunt bancaire	17	293 780	145 467
Obligations locatives	18	92 526	101 620
Total du passif		4 903 763	5 833 476
Capitaux propres			
Attribuables aux porteurs de titres de capitaux propres de GCGI		1 054 639	1 178 069
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		343 998	238 700
Total des capitaux propres		1 398 637	1 416 769
Total du passif et des capitaux propres		6 302 400	7 250 245

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		749 114	761 843
Financement de sociétés		160 944	561 725
Honoraires de consultation		364 554	493 057
Négociation à titre de contrepartiste		117 238	158 978
Intérêts		115 245	36 028
Divers		3 302	34 371
		1 510 397	2 046 002
CHARGES			
Charge de rémunération		936 872	1 248 184
Frais de négociation		96 083	102 824
Locaux et matériel		21 986	20 074
Communications et technologie		85 482	73 873
Intérêts		54 539	23 598
Frais d'administration		138 461	101 431
Amortissement	12, 14	41 634	27 593
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	26 335	23 894
Frais de développement		36 058	22 422
Frais connexes aux acquisitions	11	7 403	9 197
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	14	102 571	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	8	11 629	8 519
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	7	(14 278)	—
Perte et autres coûts liés à l'extinction de débentures convertibles		—	5 932
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		55	192
		1 544 830	1 667 733
Résultat net avant impôt sur le résultat		(34 433)	378 269
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	15		
Exigible		20 173	122 072
Différé		136	(14 368)
		20 309	107 704
Résultat net de l'exercice		(54 742)	270 565
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		(90 104)	246 314
Participations ne donnant pas le contrôle	8	35 362	24 251
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	20	87 382	94 871
Après dilution	20	s. o.	109 434
Résultat par action ordinaire			
De base	20	(1,16) \$	2,50 \$
Après dilution	20	(1,16) \$	2,16 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	21	1,00 \$	1,00 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	21	1,71 \$	1,25 \$
Dividendes par action ordinaire	21	0,34 \$	0,32 \$

Voir les notes cjointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Résultat net de l'exercice		(54 742)	270 565
Autres éléments du résultat global			
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger nette, de l'impôt		38 832	(33 566)
Résultat global de l'exercice		(15 910)	236 999
Résultat global attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		(54 001)	211 433
Participations ne donnant pas le contrôle	8	38 091	25 566

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés

Notes	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	19	205 641
Actions ordinaires au début de l'exercice		662 366
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (« RILT »)		(60 824)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		34 188
Variation des actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		4 770
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Sawaya Partners		—
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement		4 099
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(23 527)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(44 801)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(105)
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	20	566 345
Surplus d'apport au début de l'exercice		62 402
Paiements fondés sur des actions, montant net		45 983
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(21 787)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(27 486)
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(2 537)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		105
Variation de l'actif d'impôt exigible net et de l'actif d'impôt différé liés aux paiements fondés sur des actions		7 561
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		64 241
Résultats non distribués au début de l'exercice		73 220
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		246 314
Dividendes sur actions ordinaires	21	(30 797)
Dividendes sur actions privilégiées	21	(9 484)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(27 713)
Résultats non distribués à la fin de l'exercice		119 552
Contrepartie différée au début de l'exercice		—
Paiement au cours de l'exercice		(2 883)
Contrepartie différée liée à l'acquisition de Sawaya Partners	11	11 378
Contrepartie différée à la fin de l'exercice		8 495
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		103 465
Reclassement aux participations ne donnant pas le contrôle des autres éléments du résultat global		519
Autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires de GCGI		(34 881)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		69 103
Total des capitaux propres		1 178 069
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		8 190
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice	8	238 700
Total des capitaux propres		1 416 769

Voir les notes c)jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

	Notes	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		(54 742)	270 565
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	12, 14	41 634	27 593
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	26 335	23 894
Charge (recouvrement) d'impôt différé		136	(14 368)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	22	59 495	146 827
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	8	11 629	8 519
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	14	102 571	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		55	192
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	7	(14 728)	—
Dépréciation des placements	10	4 750	—
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		7 603	6 518
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution/(augmentation) des titres détenus		336 152	(9 647)
Diminution des créances clients		83 452	539 655
Augmentation de l'impôt sur le résultat à recevoir, montant net		(42 351)	(36 162)
Diminution des titres vendus à découvert		(10 987)	(322 316)
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(1 135 420)	(378 017)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(584 416)	263 253
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(6 631)	(45 314)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		—	(100 000)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(69 416)	(60 824)
Produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles et d'autres instruments de capitaux propres dans les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, net des frais connexes aux acquisitions		102 223	224 963
Versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées convertibles émises en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne		(20 368)	(7 141)
Versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle en Australie		(7 683)	—
Rachat de débetures convertibles		—	(168 112)
Produit d'un emprunt bancaire		159 400	88 465
Produit de l'exercice d'options sur actions liées au rendement		1 924	4 099
Paiement d'un emprunt bancaire		(13 041)	(8 432)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(30 936)	(30 797)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(10 948)	(9 484)
Paiements de loyers		(33 301)	(30 282)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		71 223	(142 859)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués, net des sorties		(24 348)	(12 122)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(4 006)	(2 541)
Acquisition de Punter Southall Wealth, nette de la trésorerie acquise		(238 591)	—
Acquisition de Results International Group LLP		(8 211)	—
Acquisition d'Adam & Company, nette de la trésorerie acquise		—	(93 316)
Acquisition de Sawaya Partners, nette de la trésorerie acquise		—	(45 513)
Participation dans une entreprise associée		—	(1 490)
Achat de placements		—	(14 161)
Paiement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle		(12 955)	(32 852)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(288 111)	(201 995)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		21 475	(13 430)
Diminution de la situation de trésorerie		(779 829)	(95 031)
Situation de trésorerie au début de l'exercice		1 788 261	1 883 292
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		1 008 432	1 788 261
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		115 231 \$	36 100 \$
Intérêts payés		52 570 \$	22 232 \$
Impôt sur le résultat payé		64 532 \$	160 055 \$

Voir les notes cijointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2023 et 2022

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGI »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant, mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, dans les dépendances de la Couronne et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 2200 – 700 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K8 (depuis le 15 mai 2022).

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A., et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

2. Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains placements qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les titres détenus, les titres vendus à découvert, les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé, et les contreparties différées et contreparties éventuelles. Tous ces éléments ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes, hormis certains placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 16 juin 2023.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Certains facteurs ont une incidence sur les hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations et suscitent davantage d'incertitude à leur égard. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, l'inflation, les interventions monétaires et budgétaires importantes des gouvernements et des banques centrales visant à stabiliser la conjoncture économique, y compris le ralentissement de la croissance économique, l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers de niveau 2 et de niveau 3, les provisions et l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Punter Southall Wealth et de Results International Group LLP, ainsi que l'évaluation de la contrepartie éventuelle liée à Results International Group LLP. Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, des estimations et des hypothèses ont été utilisées dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition d'Adam & Company et de Sawaya Partners.

La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des politiques et des lois fiscales dans le cadre de ses activités au Canada et à l'étranger. Puisque les lois et les politiques fiscales de plusieurs pays font l'objet de modifications et d'interprétations continues, le résultat final de certaines opérations fiscales reste incertain. La Société subit l'influence des modifications apportées aux lois et aux règlements fiscaux, notamment l'instauration de Pilier Deux (impôt minimum mondial de 15 %) proposé par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles A ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) émises par CGWM UK. Le 31 mai 2022, certains investisseurs institutionnels ont acheté une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles B ») émises par CGWM UK pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ à la date d'émission). Les deux séries d'actions privilégiées convertibles sont désignées collectivement les « actions privilégiées convertibles » dans l'analyse ci-après.

Les actions privilégiées convertibles émises n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier. L'exercice de jugement a été nécessaire pour conclure que les actions privilégiées convertibles sont un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles à l'émission a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur du dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. Les composantes passif dérivé seront réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de leur valeur, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat net de la période. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui sont utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désignée sous le nom de « Hargreave Hale » (renommée « Canaccord Genuity Asset Management »), Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », Sawaya Partners LLC est désignée sous le nom de « Sawaya », McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Taylor Limited »), dont les activités ont été par la suite transférées à CG Wealth Planning Limited, est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») est désignée sous le nom de « Patersons », les activités de gestion des placements de particuliers acquis d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) sont désignées sous le nom « Adam & Company », Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade », Punter Southall Wealth Limited est désignée sous le nom de « PSW » et Results International Group LLP est désignée sous le nom de « Results ».

Consolidation

Au 31 mars 2023, la Société détenait 65 % (65 % au 31 mars 2022) des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited

(« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2023 et 2022. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 22), afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions à la date d'attribution et à chaque date de clôture subséquente pour ce qui est des attributions réglées en trésorerie. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la déchéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 22.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 14.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et la liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions pour restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

3. Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

4. Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2023.

5. Résumé des principales méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de Patersons, de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, d'Adam & Company, de Sawaya, de PSW et de Results comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, la marque, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, les portefeuilles de contrats, les contrats de location avantageux, les portefeuilles de clients et la technologie, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

- Marques ayant une durée de vie déterminée – jusqu'à concurrence de 3 ans
- Relations clients – jusqu'à concurrence de 14 ans
- Technologie – logiciels développés en interne ou acquis – jusqu'à concurrence de 10 ans
- Contrats de gestion de fonds – jusqu'à concurrence de 10 ans
- Portefeuille de contrats – durée du portefeuille de contrats, habituellement jusqu'à concurrence de 2 ans
- Portefeuille de clients – jusqu'à concurrence de 10 ans

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les bons du Trésor, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les « critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») s'il ne respecte pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat comprend tous les dividendes non versés et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres détenus et les placements dans les sociétés sur lesquelles la Société n'exerce pas une influence notable.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Dans des cas rares, si la Société est dans l'incapacité

de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Il n'y a aucun actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclassifie les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la JVRN. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. Les titres vendus à découvert, les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii) Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie appropriée.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension et pris en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2023 ont été de 13,0 millions \$ (9,1 millions \$ en 2022). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou « le régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD pour les administrateurs indépendants est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 22). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR et les UAD sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR et des UAD à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour restructuration

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de début d'un contrat de location, un passif à l'égard des paiements de loyers et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pour la durée du contrat sont comptabilisés. La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 26.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï), Australie et États-Unis. Les activités de la Société en Asie sont affectées aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

6. Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	Titres détenus détenus \$	Titres détenus vendus à découvert \$	Titres détenus détenus \$	Titres détenus vendus à découvert \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	428 119 \$	394 284 \$	548 639 \$	456 206 \$
Actions et débiteures convertibles	286 959	162 019	502 590	111 084
	715 078 \$	556 303 \$	1 051 229 \$	567 290 \$

Au 31 mars 2023, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2023 à 2080 (de 2022 à 2080 au 31 mars 2022) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 20,00 % (de 0,00 % à 16,00 % au 31 mars 2022).

7. Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2023 et 2022, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti		Total	
	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2023	31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers						
Titres détenus	715 078 \$	1 051 229 \$	— \$	— \$	715 078 \$	1 051 229 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 939 685	1 693 579	1 939 685	1 693 579
Montants à recevoir des clients	—	—	869 883	1 020 112	869 883	1 020 112
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	332 055	512 147	332 055	512 147
Autres créances clients	—	—	213 580	212 817	213 580	212 817
Placements à la JVRN	11 569	10 990	—	—	11 569	10 990
Placements total des actifs financiers	726 647 \$	1 062 219 \$	3 355 203 \$	3 438 655	4 081 850 \$	4 500 874 \$
Passifs financiers						
Titres vendus à découvert	556 303 \$	567 290 \$	— \$	— \$	556 303 \$	567 290 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 361 601	1 334 026	1 361 601	1 334 026
Montants à payer à des clients	—	—	1 738 806	2 652 558	1 738 806	2 652 558
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	619 925	859 088	619 925	859 088
Dette subordonnée	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	53 998	45 286	—	—	53 998	45 286
Emprunt bancaire	—	—	307 122	152 041	307 122	152 041
Participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	61 705	41 090	—	—	61 705	41 090
Total des passifs financiers	672 006 \$	653 666 \$	4 034 954 \$	5 005 213 \$	4 706 960 \$	5 658 879 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2023 et 2022, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2023 \$	Juste valeur estimée		
		Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 462	—	13 462	—
Titres de créance de gouvernements	414 657	180 879	233 778	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	428 119	180 879	247 240	—
Actions	285 474	208 253	60 568	16 653
Débiteures convertibles	1 485	—	1 485	—
Actions et débiteures convertibles	286 959	208 253	62 053	16 653
	715 078	389 132	309 293	16 653
Placements	11 569	—	—	11 569
	726 647	389 132	309 293	28 222
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(3 109)	—	(3 109)	—
Titres de créance de gouvernements	(391 175)	(182 213)	(208 962)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(394 284)	(182 213)	(212 071)	—
Actions	(162 019)	(151 415)	(10 604)	—
Actions	(162 019)	(151 415)	(10 604)	—
	(556 303)	(333 628)	(222 675)	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(53 998)	—	—	(53 998)
Participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	(61 705)	—	—	(61 705)
	(672 006)	(333 628)	(222 675)	(115 703)

	31 mars 2022 \$	Juste valeur estimée		
		Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	37 820	—	37 820	—
Titres de créance de gouvernements	510 819	353 857	156 962	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	548 639	353 857	194 782	—
Actions	499 221	353 353	67 218	78 650
Débiteures convertibles	3 369	—	3 369	—
Actions et débiteures convertibles	502 590	353 353	70 587	78 650
	1 051 229	707 210	265 369	78 650
Placements	10 990	—	—	10 990
	1 062 219	707 210	265 369	89 640
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(5 001)	—	(5 001)	—
Titres de créance de gouvernements	(451 205)	(265 669)	(185 536)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(456 206)	(265 669)	(190 537)	—
Actions	(111 084)	(82 410)	(28 674)	—
	(567 290)	(348 079)	(219 211)	—
Participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	(41 090)	—	—	(41 090)
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(45 286)	—	—	(45 286)
	(653 666)	(348 079)	(219 211)	(86 376)

Variation des actifs (passifs) financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2022	3 264 \$
Paiement d'une contrepartie différée et d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller et PSW	12 955
Ajustement de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya (note 11)	(1 519)
Ajout d'une contrepartie différée et d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Results (note 11)	(18 847)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de PSW	(10 140)
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya (note 11)	14 278
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de la période	(61 997)
Participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé en lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles B (note 8)	(7 970)
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	(11 629)
Écart de conversion	(5 876)
Solde au 31 mars 2023	(87 481) \$

Estimation de la juste valeur

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

ii. Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements de niveau 3 détenus à des fins de transaction au 31 mars 2023 s'établissait à 14,9 millions \$ (78,7 millions \$ au 31 mars 2022).

Au 31 mars 2023, la Société, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait des placements dans Capital Markets Gateway LLC, InvestX Capital Ltd. et Proactive Group Holdings Inc., qui étaient classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché (note 10).

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK (note 8) ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, un ajustement de la juste valeur de 11,6 millions \$ (8,5 millions \$ au 31 mars 2022) a été comptabilisé dans le compte de résultat. La composante passif dérivé de 37,0 millions £ (61,7 millions \$ CA) (25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA) au 31 mars 2022) est présentée dans l'état de la situation financière au 31 mars 2023.

Dans le cadre de l'acquisition de Sawaya et de Results, des tranches à court terme et à long terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle de 54,0 millions \$ étaient comptabilisées au 31 mars 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, la Société a comptabilisé une réduction de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Sawaya de 14,3 millions \$ dans les comptes de résultat consolidés.

La tranche à long terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle et les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé étaient présentées dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2023.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières, et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 mars 2023 et 2022.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2023, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 3,1 millions \$ (2,9 millions \$ au 31 mars 2022) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer

les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2023 et 2022, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 25.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2023 et 2022 :

Passif financier	Valeur comptable \$		Échéance contractuelle
	31 mars 2023	31 mars 2022	
Titres vendus à découvert	556 303	567 290	Remboursable à vue
Dette subordonnée ¹	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 720 332	4 845 672	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 342	6 574	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	17 325	10 618	Remboursable à moins d'un an
Tranche à long terme de l'emprunt bancaire	293 780	145 467	Exercice 2025
Tranche à long terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	36 673	34 668	Exercice 2025 à 2027
Participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	61 705	41 090	Exercice 2027

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (auparavant l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières).

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2023 et 2022. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2023			31 mars 2022		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débiteures convertibles détenues	286 959	10 000	(10 000)	502 590	18 000	(18 000)
Actions et débiteures convertibles vendues à découvert	(162 019)	(6 000)	6 000	(111 084)	(4 000)	4 000

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie aussi des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres détenus, nets des titres vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (crédeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2023 et 2022 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2023			31 mars 2022		
	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	1 008 432 \$	7 362 \$	(7 362) \$	1 788 261 \$	13 054 \$	(13 054) \$
Titres détenus, nets des titres vendus à découvert	158 775	1 159	(1 159)	483 939	3 533	(3 533)
Sommes à payer à des clients, montant net	(868 923)	(6 343)	6 343	(1 632 446)	(11 917)	11 917
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	332 055	2 424	(2 424)	512 147	3 739	(3 739)
Solde – courtiers en valeurs mobilières, montant net	578 084	4 220	(4 220)	359 553	2 625	(2 625)
Dette subordonnée	(7 500)	(55)	55	(7 500)	(55)	55
Emprunt bancaire	(307 122)	(2 242)	2 242	(152 041)	(1 110)	1 110

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2023 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 407) \$	1 407 \$	23 072 \$	(23 072) \$
Livre sterling	(393)	393	48 975 \$	(48 975) \$
Dollar australien	70	(70)	4 074 \$	(4 074) \$

Au 31 mars 2022 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(920) \$	920 \$	22 670 \$	(22 670) \$
Livre sterling	(360)	360	30 365	(30 365)
Dollar australien	(93)	93	5 509	(5 509)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2023 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	3,9 \$ US	1,35 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2023	—
Pour acheter des dollars américains	1,8 \$ US	1,35 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2023	—

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2022 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,8 \$ US	1,25 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2022	—
Pour acheter des dollars américains	2,3 \$ US	1,25 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2022	—

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2023, leur échéance moyenne pondérée était de 63 jours (68 jours au 31 mars 2022). Le tableau qui suit présente la juste valeur des

actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le montant notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2023 et 2022. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2023			31 mars 2022		
	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	108 \$	98 \$	13 812 \$	82 \$	75 \$	11 760 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente à une date et à un prix futurs prédéterminés et selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé; ils sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2023, le montant notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position vendeur de 1,4 million \$ (position acheteur de 9,7 millions \$ au 31 mars 2022).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2023 et 2022, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période visée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Aux 31 mars 2023 et 2022, les taux variables étaient de néant.

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
31 mars 2023	205 794 \$	130 651 \$	157 222 \$	206 328 \$
31 mars 2022	282 142 \$	186 174 \$	203 465 \$	309 123 \$

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2023, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2022).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie en trésorerie pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de Punter Southall. Au 31 mars 2023, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 307,1 millions \$ (152,0 millions \$ au 31 mars 2022) (note 17). La facilité prend fin le 30 septembre 2024 et les montants alors empruntés devront être remboursés immédiatement.

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de Punter Southall décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 667,4 millions \$ (657,0 millions \$ au 31 mars 2022). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2023, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2022).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,9 millions \$ (2,9 millions \$ US) (3,7 millions \$ (2,9 millions \$ US) au 31 mars 2022) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2023 et 2022, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

8. Participations ne donnant pas le contrôle

Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne

Le 29 juillet 2021, certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles A ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par CGWM UK.

Le 31 mai 2022, certains investisseurs institutionnels ont acheté une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles B ») émises par CGWM UK pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ à la date d'émission du 31 mai 2022). Le produit, net de l'escompte de 2,1 millions \$, a été utilisé dans le cadre de l'acquisition de PSW (note 11). Les actions privilégiées convertibles B sont assorties des mêmes modalités que celles des actions privilégiées convertibles A émises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, à l'exception des différences liées aux ratios de conversion. Les deux séries d'actions privilégiées convertibles sont désignées collectivement les « actions privilégiées convertibles » dans l'analyse ci-après.

Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles, lorsque le conseil d'administration de CGWM UK en déclare, sont payables à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes déclarés et payés au titre des actions ordinaires de CGWM UK à laquelle les actions privilégiées convertibles donneraient droit en supposant leur conversion. Aucun dividende n'est payable au titre d'autres catégories d'actions de CGWM UK, tant et aussi longtemps que des dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles ne sont pas déclarés et payés. Si un événement de liquidité survient dans les cinq ans suivant la date de l'émission des actions privilégiées convertibles A, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles si elles avaient été émises cinq ans plus tôt, ii) le montant correspondant à un facteur de 1,5 multiplié par le prix d'émission des actions privilégiées convertibles (moins les dividendes versés antérieurement), ou iii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si un événement de liquidité survient au cinquième anniversaire de l'émission des actions ou à une date ultérieure, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles ou ii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si aucun événement de liquidité ne survient au cours des cinq premières années suivant l'émission, CGWM UK pourra acheter les actions privilégiées convertibles à la valeur la plus élevée entre le montant applicable au titre de la priorité en cas de liquidation et le montant qui conférerait aux porteurs d'actions privilégiées convertibles un taux de rendement interne de 11,5 % (y compris tous les dividendes versés antérieurement). Après le cinquième anniversaire de l'émission des actions privilégiées convertibles A, les porteurs d'actions privilégiées convertibles disposent de certains droits relativement au déclenchement d'un événement de liquidité. Les actions privilégiées convertibles sont assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK et les questions financières à son endroit, notamment la représentation au sein du conseil d'administration de CGWM UK.

En lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles A, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants et aux employés de CGWM UK d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK. Des instruments de capitaux propres de 24,6 millions £ (42,7 millions \$ CA au moment de l'émission) de CGWM UK ont été achetés en lien avec ce régime d'achat d'instruments de capitaux propres. Ces instruments de capitaux propres de CGWM UK comprennent des actions privilégiées dotées des mêmes caractéristiques économiques que celles des actions privilégiées convertibles A (« actions préférentielles »). Des actions préférentielles d'un montant de 7,5 millions £ (13,0 millions \$ CA) étaient en circulation au 31 mars 2023. Les autres titres de participation achetés par les dirigeants et les employés de CGWM UK sont des actions ordinaires de CGWM UK, assorties de certaines restrictions sur les transferts et de droits de gouvernance limités. En lien avec l'achat des actions ordinaires, un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6,7 millions \$ CA au 31 mars 2023) ainsi que certains prêts avec droit de recours intégral accordés à des membres du personnel ont été consentis. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les actions privilégiées convertibles A ne sont plus en circulation.

Dans le cadre de l'acquisition de PSW (note 11), la Société a également émis des actions ordinaires de CGWM UK d'un montant de 4,0 millions £ (6,4 millions \$ à la date d'acquisition du 31 mai 2022) comme élément de la contrepartie d'acquisition. En outre, une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre. Des actions ordinaires de CGWM UK d'un total de 2,5 millions £ devraient être émises aux termes de cette convention.

Après conversion, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans CGWM UK. Ensemble, les instruments de capitaux propres achetés par la direction et les employés de CGWM UK en lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles A et les instruments de capitaux propres émis ou qui seront émis dans le cadre de l'acquisition de PSW représentent une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 5,1 % dans CGWM UK, en supposant la conversion de ces instruments.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier aux porteurs. Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles était présentée dans les capitaux propres et la composante passif dérivé, dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2023.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles à l'émission a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. Les composantes passif dérivé seront réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de leur valeur. Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, la Société a comptabilisé un passif dérivé de 5,0 millions £ (8,0 millions \$ au 31 mai 2022) en lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles B. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, un ajustement de la juste valeur de 11,6 millions \$ (8,5 millions \$ au 31 mars 2022) a été comptabilisé dans le compte de résultat. La valeur comptable de la composante passif dérivé s'élevait à 37,0 millions £ (61,7 millions \$ CA) (25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA) au 31 mars 2022) et est présentée dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2023.

La Société a recours au modèle d'évaluation Black et Scholes pour estimer la juste valeur du passif dérivé incorporé dans les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles. La juste valeur est calculée au moyen de la juste valeur estimée, déterminée selon la conversion des actions en équivalents de capitaux propres et le montant correspondant à la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles. Les autres hypothèses formulées comprennent celles à l'égard de la volatilité, du taux d'intérêt sans risque et du taux de dividende.

Une grande part de jugement est nécessaire pour établir les hypothèses et les estimations utilisées dans la détermination de la juste valeur de la composante passif dérivé pour chaque période de présentation de l'information financière.

Australie

La Société détenait 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 31 mars 2023 (65 % au 31 mars 2022). À des fins comptables, la Société détient une participation de 67 % en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA.

Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») mène ses activités au sein du secteur Marchés des capitaux et Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »), au sein du secteur Gestion de patrimoine. Comme il est indiqué à la note 25, CGAL et CGFL sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Produits des activités ordinaires	127 838	248 721	343 728	310 495	471 566	559 216
Charges	119 690	190 744	289 424	252 681	409 114	443 425
Résultat avant impôt sur le résultat	8 148	57 977	54 304	57 814	62 452	115 791
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(462)	20 935	6 403	9 528	5 941	30 463
Résultat net	8 610	37 042	47 901	48 286	56 511	85 328

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Attribuable aux :						
Actionnaires de GCGL	5 899	29 670	15 250	31 407	21 149	61 077
Participations ne donnant pas le contrôle	2 711	7 372	32 651	16 879	35 362	24 251
	8 610	37 042	47 901	48 286	56 511	85 328

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2023 et 2022 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Actifs courants	172 683	235 141	225 682	162 826	398 365	397 967
Actifs non courants	38 523	33 473	1 622 049	1 041 733	1 660 572	1 075 206
Passifs courants	86 439	133 434	143 925	94 256	230 364	227 690
Passifs non courants	16 313	18 238	364 915	182 515	381 228	200 753

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 655	33 150	32 329	86 100	38 984	119 250
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 683)	(31 125)	231 549	70 034	223 866	38 909
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 468)	(1 530)	(256 245)	(98 755)	(258 713)	(100 285)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(4 134)	(2 291)	2 928	(8 274)	(1 206)	(10 565)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(7 630)	(1 796)	10 561	49 105	2 931	47 309

Aux 31 mars 2023 et 2022, les participations ne donnant pas le contrôle comprenaient ce qui suit :

Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$	2023 \$	2022 \$
Solde au début de l'exercice	23 301	8 190	215 400	—	238 701	8 190
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5 440	8 687	32 651	16 879	38 091	25 566
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle	(582)	329	(4 790)	(5 112)	(5 372)	(4 783)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(7 683)	(5 853)	—	—	(7 683)	(5 853)
Émission d'actions privilégiées convertibles, nette de l'escompte	—	—	102 017	212 449	102 017	212 449
Émission d'instruments de capitaux propres aux membres de la direction et aux employés	—	—	206	35 722	206	35 722
Reclassement à titre de passif dérivé à l'émission	—	—	(7 970)	(34 682)	(7 970)	(34 682)
Émission d'instruments de capitaux propres en lien avec l'acquisition de PSW (note 11)	—	—	6 376	—	6 376	—
Frais connexes aux acquisitions, nets du recouvrement d'impôt différé	—	—	—	(2 834)	—	(2 834)
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	1 740	—	1 740
Augmentation des participations ne donnant pas le contrôle attribuable à l'émission d'actions partiellement payées	—	10 843	—	—	—	10 843
Versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles	—	—	(20 368)	(7 139)	(20 368)	(7 139)
Reclassement des autres éléments du résultat global à l'émission	—	1 105	—	(1 624)	—	(519)
Solde à la fin de l'exercice	20 476	23 301	323 522	215 399	343 998	238 700

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		
Australie	5 440	8 687
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	32 651	16 879
Total	38 091	25 566

9. Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 939 685 \$	1 693 579 \$
Clients	869 883	1 020 112
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	332 055	512 147
Divers	213 580	212 817
	3 355 203 \$	3 438 655 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 361 601 \$	1 334 026 \$
Clients	1 738 806	2 652 558
Divers	619 925	859 088
	3 720 332 \$	4 845 672 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, et les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client.

Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI ») (auparavant l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 9,70 % à 11,00 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2023; respectivement de 5,7 % à 6,5 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2022).

Au 31 mars 2023, la provision pour créances douteuses était de 3,1 millions \$ (2,9 millions \$ au 31 mars 2022). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2021	6 841 \$
Charge pour l'exercice	4 835
Recouvrements	(8 625)
Change	(106)
Solde au 31 mars 2022	2 945 \$
Charge pour l'exercice	3 888
Recouvrements	(3 751)
Change	—
Solde au 31 mars 2023	3 082

10. Placements

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	6 532	11 938
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	11 569	10 990
	18 101	22 928

La répartition des placements se présente comme suit :

PLACEMENTS COMPTABILISÉS SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE

	31 mars 2023	31 mars 2022
Canaccord Genuity G Ventures Corp.	1 243	1 298
Katapult Technology Corp.	500	3 000
Link Investment Management Inc.	250	2 500
International Deal Gateway Blockchain Inc.	4 500	4 500
Divers	39	640
	6 532 \$	11 938 \$

PLACEMENTS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET (« JVRN »)

	31 mars 2023	31 mars 2022
Capital Markets Gateway LLC	4 177	3 864
InvestX Capital Ltd	3 392	3 126
Proactive Group Holdings Inc.	4 000	4 000
	11 569 \$	10 990 \$

Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence

La Société a comptabilisé une quote-part de la perte nette des entreprises associées d'une valeur de 0,06 million \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 (perte nette de 0,2 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022). De plus, la Société a comptabilisé des pertes de valeur au cours de l'exercice totalisant 4,75 millions \$ à l'égard de certains de ces placements, dont une perte de valeur de 2,5 millions \$ liée à Katapult Technology Corp (« Katapult ») et une perte de valeur de 2,25 millions \$ liée à Link Investment Management Inc (« Link »).

La Société est réputée exercer une influence notable sur les activités de Katapult, de Link et d'International Deal Gateway Blockchain Inc. compte tenu des droits de vote potentiels, malgré le fait que la Société n'a pas à l'heure actuelle droit à une quote-part des actifs nets de ces sociétés. Par conséquent, ces placements étaient considérés comme des placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et étaient inclus dans les placements à l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2023.

Placements détenus à la JVRN

La Société détient certains placements classés à la JVRN puisque la Société n'exerce pas une influence notable sur les activités de ces placements.

11. Regroupements d'entreprises

RESULTS INTERNATIONAL GROUP LLP

Le 17 août 2022, la Société a conclu, par l'intermédiaire de sa division d'activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, l'acquisition de Results International Group LLP (« Results »). La contrepartie en trésorerie initiale, nette des passifs pris en charge, était de 5,3 millions £ (8,2 millions \$), avec une contrepartie éventuelle supplémentaire pouvant atteindre 14,45 millions £ (22,5 millions \$) payable sur quatre ans après la réalisation de la transaction, assujettie à l'atteinte de cibles de performance liées aux produits des activités ordinaires. La contrepartie éventuelle a été comptabilisée à sa juste valeur de 10,1 millions £ (15,7 millions \$) à la date d'acquisition. Il y avait également une contrepartie différée de 2,0 millions £ (3,1 millions \$), payable sur trois ans après la réalisation de la transaction, en trésorerie ou en actions de la Société, selon l'option choisie par la Société.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et a été établie au moyen du modèle de simulation de Monte-Carlo faisant appel à diverses hypothèses, notamment le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») prévu, un taux sans risque de 2,0 % et un facteur de volatilité de 8,0 %. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

CONTREPARTIE

Trésorerie, nette des passifs pris en charge	8 211 \$
Contrepartie différée	3 112
Contrepartie éventuelle	15 735
	<hr/>
	27 058 \$

ACTIF NET ACQUIS

Créances clients	1 307 \$
Matériel et aménagements des locaux loués	38
Actifs au titre de droits d'utilisation	3 667
Dettes fournisseurs et charges à payer	(5 079)
Obligations locatives	(4 171)
Immobilisations incorporelles identifiables	2 728
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(641)
Goodwill	29 209
	<hr/>
	27 058 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 2,7 millions \$ ont été comptabilisées et concernent le portefeuille de contrats, les relations clients et la marque. Le goodwill de 29,2 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs nets acquis de Results sont des estimations, qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités, basées sur les renseignements disponibles.

Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à l'identification des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Les valeurs fondées sur des estimations peuvent changer au cours de la période de douze mois après la date d'acquisition.

Le total des charges liées à l'acquisition engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 dans le cadre de l'acquisition de Results est de 1,5 million \$, principalement constitué d'honoraires professionnels.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette engendrés par Results, y compris les frais connexes à l'acquisition, sont respectivement de 3,8 millions \$ et 3,7 millions \$ depuis la date d'acquisition.

Si Results avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2022 aux comptes de résultat consolidés, les produits des activités ordinaires consolidés et la perte nette consolidée se seraient élevés respectivement à environ 1,5 milliard \$ et 53,0 millions \$ pour la période de douze mois close le 31 mars 2023. Ces chiffres représentent les résultats historiques et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

PUNTER SOUTHALL WEALTH LIMITED

Le 31 mai 2022, la Société a conclu l'acquisition des activités de gestion des placements de particuliers de Punter Southall Wealth Limited (« PSW ») par l'intermédiaire de CGWM UK, contre un paiement en espèces de 164,0 millions £ (261,4 millions \$), l'émission d'actions totalisant 4,0 millions £ (6,4 millions \$) par CGWM UK et la contrepartie différée de 6,4 millions £ (10,1 millions \$ CA) en raison de l'acquisition de capital réglementaire excédentaire. La contrepartie différée a été versée en octobre 2022.

Dans le cadre de la conclusion de l'acquisition, une filiale de la Société a modifié ses arrangements bancaires existants et a augmenté son emprunt bancaire d'un montant additionnel de 100 millions £ (159,4 millions \$ CA à la date d'émission du 31 mai 2022). En outre, certains investisseurs institutionnels ont effectué un investissement additionnel dans CGWM UK en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ à la date d'acquisition du 31 mai 2022) (note 8).

De plus, dans le cadre de l'acquisition, la Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions aux termes duquel certaines attributions seront octroyées à certains employés de PSW (note 22).

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est présenté ci-après.

CONTREPARTIE

Trésorerie	261 416 \$
Émission d'actions ordinaires de CGWM UK (note 8)	6 376
Contrepartie différée	10 140
	277 932 \$

ACTIF NET ACQUIS

Trésorerie	22 832 \$
Créances clients	6 653
Matériel et aménagements des locaux loués	448
Actifs au titre de droits d'utilisation	3 073
Actifs d'impôt différé	598
Dettes fournisseurs et charges à payer	(10 063)
Obligations locatives	(3 728)
Immobilisations incorporelles identifiables	136 022
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(33 547)
Goodwill	155 644
	277 932 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 136,0 millions \$ ont été comptabilisées et concernent les relations clients et la marque. Le goodwill de 155,6 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs nets acquis de PSW sont des estimations, qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités, basées sur des renseignements disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à l'identification des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Les valeurs fondées sur des estimations peuvent changer au cours de la période de douze mois après la date d'acquisition.

Le total des charges liées à l'acquisition engagées par la Société au cours de la période close le 31 mars 2023 dans le cadre de l'acquisition de PSW est de 5,9 millions \$, principalement constitué d'honoraires professionnels.

Les produits des activités ordinaires et le résultat net engendrés par PSW, y compris les frais connexes à l'acquisition, sont respectivement de 45,9 millions \$ et 10,6 millions \$ depuis la date d'acquisition.

Si PSW avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2022 aux comptes de résultat consolidés, les produits des activités ordinaires consolidés et la perte nette consolidée se seraient élevés respectivement à environ 1,5 milliard \$ et 48,6 millions \$ pour la période de douze mois close le 31 mars 2023. Ces chiffres représentent les résultats historiques et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

ADAM & COMPANY

Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, la Société a finalisé le prix d'acquisition en lien avec l'acquisition d'Adam & Company. Aucun changement n'a été apporté au prix d'acquisition et à la juste valeur des actifs nets acquis à la date d'acquisition présentés dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

Le prix d'acquisition, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présentait comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	93 316 \$
	93 316 \$

ACTIF NET ACQUIS

Créances clients	5 875 \$
Actifs d'impôt différé	673
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 334)
Immobilisations incorporelles identifiables	52 930
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(12 901)
Goodwill	49 073
	93 316 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 52,9 millions \$ ont été comptabilisées et concernent les relations clients et la marque. Le goodwill de 49,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

SAWAYA PARTNERS

Le 31 décembre 2021, la Société a conclu l'acquisition de Sawaya Partners (« Sawaya »), un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions indépendant de premier plan dans le secteur des produits de consommation et du commerce de détail établi aux États-Unis. Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, la Société a finalisé le prix d'acquisition. La contrepartie éventuelle a été réévaluée, ce qui a entraîné une hausse de 1,5 million \$ du goodwill et de la contrepartie éventuelle au 31 mars 2023 et pour la période de douze mois close à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, une réduction de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de 14,3 millions \$ a été comptabilisée dans le compte de résultat consolidé (note 7).

Le prix d'acquisition, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présentait comme suit :

CONTREPARTIE

Trésorerie	45 513 \$
Contrepartie différée	11 378
Contrepartie éventuelle	44 626
	101 517 \$

ACTIF NET ACQUIS

Créances clients	78 \$
Matériel et aménagements des locaux loués	1 122
Actifs au titre de droits d'utilisation	4 070
Dettes fournisseurs et charges à payer	(77)
Obligations locatives	(4 070)
Immobilisations incorporelles identifiables	5 155
Goodwill	95 239
	101 517 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 5,2 millions \$ ont été comptabilisées et concernent le portefeuille de contrats et la marque. Le goodwill de 95,2 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition.

12. Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 mars 2023			
Matériel informatique	19 906	16 957	2 949
Mobilier et matériel	34 957	26 884	8 073
Aménagements des locaux loués	107 560	70 402	37 158
	162 423	114 243	48 180
31 mars 2022			
Matériel informatique	21 197	17 522	3 675
Mobilier et matériel	28 965	25 564	3 401
Aménagements des locaux loués	91 779	64 212	27 567
	141 941	107 298	34 643

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Coût				
Solde au 31 mars 2021	24 024	29 751	90 871	144 646
Reclassement	1 879	—	(2 038)	(159)
Ajouts	3 348	2 346	15 050	20 744
Cessions	(7 052)	(2 796)	(11 035)	(20 883)
Change	(1 002)	(336)	(1 069)	(2 407)
Solde au 31 mars 2022	21 197	28 965	91 779	141 941
Acquisitions de Results et de PSW (note 11)	10	110	366	486
Ajouts	2 875	6 874	15 860	25 609
Cessions	(4 620)	(1 177)	(1 245)	(7 042)
Change	444	185	800	1 429
Solde au 31 mars 2023	19 906	34 957	107 560	162 423

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2021	21 906	26 810	72 860	121 576
Reclassement	1 478	—	(1 637)	(159)
Amortissement	2 048	1 828	4 454	8 330
Cessions	(7 041)	(2 792)	(10 817)	(20 650)
Change	(869)	(282)	(648)	(1 799)
Solde au 31 mars 2022	17 522	25 564	64 212	107 298
Amortissement	2 580	2 209	6 888	11 677
Cessions	(3 604)	(1 025)	(1 152)	(5 781)
Change	459	136	454	1 049
Solde au 31 mars 2023	16 957	26 884	70 402	114 243

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2023 et 2022.

13. Actifs au titre de droits d'utilisation

Coût	
Solde au 31 mars 2021	133 122 \$
Ajouts	61 424
Extinction	(4 020)
Change	(1 660)
Au 31 mars 2022	188 866
Ajouts	19 430
Extinction	(7 813)
Change	1 381
Au 31 mars 2023	201 864
Amortissement	
Solde au 31 mars 2021	47 906
Charge pour l'exercice	23 894
Au 31 mars 2022	71 800
Charge pour l'exercice	26 335
Au 31 mars 2023	98 135
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	117 066 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	103 729

Les actifs au titre de droits d'utilisation comprennent principalement des contrats de location de bureaux.

14. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Marques (durée Goodwill indéterminée)		Relations clients		Technologie	Permis de négociation	Contrats de gestion de fonds		Contrats de location Portefeuille		Total
	\$	\$	\$	\$			\$	\$	de contrats	avantageux	
Montant brut											
Solde au 31 mars 2021	702 747	44 930	544	163 546	39 632	625	38 781	6 150	526	—	294 734
Ajouts	142 821	—	1 382	52 116	2 541	—	—	4 308	—	1 931	62 278
Change	(12 657)	—	(42)	(8 345)	(1 704)	(8)	(1 947)	(80)	(3)	—	(12 129)
Reclassement	—	—	—	184	(184)	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2022	832 911	44 930	1 884	207 501	40 285	617	36 834	10 378	523	1 931	344 883
Ajouts	184 853	—	274	137 795	4 006	—	—	682	—	—	142 757
Change	27 823	—	120	8 599	470	(14)	535	859	42	(66)	10 545
Ajustements	1 594	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2023	1 047 181	44 930	2 278	353 895	44 761	603	37 369	11 919	565	1 865	498 185
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2021	(322 632)	—	(364)	(96 245)	(27 194)	(625)	(12 811)	(6 150)	(422)	—	(143 811)
Amortissement	—	—	(335)	(11 297)	(3 002)	—	(3 620)	(1 112)	(103)	(206)	(19 675)
Change	—	—	6	3 461	1 290	8	795	36	2	(2)	5 596
Solde au 31 mars 2022	(322 632)	—	(693)	(104 081)	(28 906)	(617)	(15 636)	(7 226)	(523)	(208)	(157 890)
Amortissement	—	—	(805)	(19 040)	(3 127)	—	(3 369)	(3 626)	—	(183)	(30 150)
Dépréciation	(101 729)	—	—	(842)	—	—	—	—	—	—	(842)
Change	—	—	(76)	(1 787)	(479)	14	(384)	(641)	(42)	7	(3 388)
Solde au 31 mars 2023	(424 361)	—	(1 574)	(125 750)	(32 512)	(603)	(19 389)	(11 493)	(565)	(384)	(192 270)
Valeur comptable nette											
31 mars 2022	510 279	44 930	1 191	103 420	11 379	—	21 198	3 152	—	1 723	186 993
31 mars 2023	622 820	44 930	704	228 145	12 249	—	17 980	426	—	1 481	305 915

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation initiale de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller, de Patersons, d'Adam & Company, de Sawaya, de PSW et de Results comprennent les relations clients, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, les portefeuilles de contrats, la technologie et la marque acquise grâce aux acquisitions de Petsky Prunier, d'Adam & Company et de Sawaya, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	—	101 732 \$	44 930 \$	146 662 \$
États-Unis	—	—	206 664 \$	189 608	206 664	189 608
Royaume-Uni et Europe	—	—	31 304	—	31 304	—
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	—	—	89 944	88 644	89 944	88 644
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	292 145	127 434	292 145	127 434
Australie	—	—	2 763	2 861	2 763	2 861
	44 930 \$	44 930 \$	622 820 \$	510 279 \$	667 750	555 209 \$

Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni) comprend le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de PSW (note 11) et l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe comprend le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de Results (note 11).

La marque Genuity est considérée avoir une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (« IAS 36 »), les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société.

Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance annuel composé et un taux de croissance final. Les taux d'actualisation, les taux de croissance annuels composés et les taux de croissance finaux sont présentés dans le tableau ci-après.

	Taux d'actualisation		Taux de croissance annuel composé		Taux de croissance final	
	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2023	31 mars 2022
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	14,0 %	12,5 %	10,9 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
États-Unis	14,0 %	12,5 %	2,5 %	0,0 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et Europe	14,0 %	—	10,0 %	—	2,5 %	—
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	12,5 %	12,5 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	12,5 %	12,5 %	7,5 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
Australie	14,0 %	12,5 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %

En raison de la faiblesse des marchés des actions à l'échelle mondiale, et particulièrement au Canada, le volume et les produits des activités ordinaires sur les marchés des capitaux au Canada ont connu un recul considérable, ce qui a donné lieu à des pertes importantes sur une base cumulative depuis le début de l'exercice. Compte tenu de l'évolution défavorable des conditions d'affaires, de la faiblesse soutenue des prix des produits de base et des perspectives inquiétantes attribuables à la persistance de la conjoncture économique défavorable, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Canada dépassait sa juste valeur lors d'un test intermédiaire au 31 décembre 2022. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 101,7 millions \$ au titre du goodwill pour la période de trois mois close le 31 décembre 2022. En outre, la Société a inscrit une charge de dépréciation liée à des immobilisations incorporelles non amorties de 0,8 million \$ affectées à l'UGT Marchés des capitaux au Canada.

Un test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2024, des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Une augmentation du taux d'actualisation de 1,8 point de pourcentage, une diminution de 2,6 millions \$ des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2024, une baisse de 2,1 points de pourcentage de la croissance annuelle composée sur cinq ans ou une diminution de 2,4 % du taux de croissance final pourraient faire en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Les charges

de dépréciation seraient établies en tenant compte de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

15. Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent ce qui suit :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	22 125 \$	122 348 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(1 952)	(276)
	20 173	122 072
(Recouvrement) charge d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	138	(14 301)
Incidence du changement du taux d'impôt	(2)	(67)
	136	(14 368)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	20 309 \$	107 704 \$

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat	(34 433)	378 269
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % en 2022)	(9 370)	102 129
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(5 443)	(1 978)
Différences permanentes	8 815	7 441
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	26 414	—
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	835	2 074
Incidence du changement du taux d'impôt	(1 671)	1 957
Paiements fondés sur des actions	1 446	(1 470)
Divers	(717)	(2 449)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	20 309 \$	107 704 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
(Perte latente) profit latent sur les titres détenus	(5 778) \$	(33 770) \$	(27 992) \$	17 398 \$
Provisions pour litiges	1 103	1 273	170	498
Rémunération non versée	16 978	36 250	19 492	(11 337)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	2 551	3 085	534	553
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	34 968	39 368	4 400	(10 189)
Reports de pertes en avant	9 025	10 195	1 170	250
RILT	53 221	54 139	918	(12 302)
Autres immobilisations incorporelles	(82 348)	(42 087)	5 530	12 845
Divers	5 285	4 896	(4 086)	(12 084)
	35 005 \$	73 349 \$	136 \$	(14 368) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Actifs d'impôt différé	90 733 \$	98 224 \$
Passifs d'impôt différé	(55 728)	(24 875)
	35 005 \$	73 349 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présente comme suit :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Solde d'ouverture	73 349	67 677
(Charge) recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	(136)	14 368
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(34 191)	(12 255)
Avantages fiscaux comptabilisés dans les capitaux propres	(5 722)	742
Change et autres	1 705	2 817
Solde de clôture aux 31 mars	35 005 \$	73 349 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 6,3 millions \$ (2,8 millions \$ en 2022) au Royaume-Uni et en Europe, et de 6,3 millions \$ (6,5 millions \$ en 2022) aux États-Unis ont été comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Des pertes fiscales reportées en avant de 24,1 millions \$ (30,8 millions \$ en 2022) pour le Canada ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé et peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 23,8 millions \$ (22,4 millions \$ en 2022) et avait d'autres différences temporaires de néant (néant en 2022) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment.

16. Dette subordonnée

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRI. Aux 31 mars 2023 et 2022, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 10,7 % et 6,7 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

17. Emprunt bancaire

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Emprunt	310 192	154 498
Moins : frais de financement non amortis	(3 070)	(2 457)
	307 122	152 041
Tranche à court terme	13 342	6 574
Tranche à long terme	293 780	145 467

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie en trésorerie pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de PSW. Au cours de l'exercice clos le

31 mars 2023, la Société a obtenu un emprunt bancaire supplémentaire de 100,0 millions £ (166,8 millions \$ CA au 31 mars 2023) (note 11). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts et vient à échéance en septembre 2024. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,177 % au 31 mars 2023 (taux annuel de 3,375 % au 31 mars 2022).

18. Obligations locatives

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Premier exercice	34 148	30 351
Deuxième exercice	28 674	29 919
Troisième exercice	19 134	24 732
Quatrième exercice	12 000	16 340
Cinquième exercice et les suivants	48 579	55 635
	142 535	156 977
Incidence de l'actualisation	(23 297)	(31 429)
Valeur actualisée des paiements de loyers minimums	119 238	125 548
Moins la tranche à court terme	(26 712)	(23 928)
Tranche à long terme des obligations locatives	92 526	101 620

19. Actions privilégiées

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour la période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 15 juin 2022, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Aucune action n'avait été rachetée au 30 juin 2022.

20. Actions ordinaires	31 mars 2023		31 mars 2022	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	686 043	99 594 391	685 270	99 697 799
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	—	(3 411)	(495 100)
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(1 334)	(122 355)	(1 505)	(122 355)
Détenues dans le cadre du RILT	(118 364)	(11 994 885)	(104 188)	(11 023 169)
	566 345	87 477 151	576 166	88 057 175

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2021	108 191 331	749 500
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850	—
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	609 046	4 098
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(6 451 612)	(44 801)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 387 816)	(23 527)
Solde au 31 mars 2022	99 697 799	685 270
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993	2 883
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	285 899	1 924
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(585 300)	(4 034)
Solde au 31 mars 2023	99 594 391	686 043

Le 18 août 2022, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2022 au 20 août 2023, jusqu'à 4 959 281 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, 502 000 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA. De plus, 83 300 actions qui avaient été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été annulées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(90 104) \$	246 314 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(10 948)	(9 484)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(101 052)	236 830
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	87 381 995	94 871 398
Résultat de base par action	(1,16) \$	2,50 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(101 052)	236 830
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	s. o.	94 871 398
Effet dilutif lié au RILT (nombre)	s. o.	10 922 398
Actions payables aux termes de la contrepartie différée liée à Results (nombre)	s. o.	—
Effet dilutif lié à l'acquisition de Sawaya (nombre)	s. o.	783 972
Effet dilutif lié aux actions liées au rendement (nombre)	s. o.	2 856 706
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	s. o.	109 434 474
Résultat par action ordinaire après dilution	(1,16) \$	2,16 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

21. Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
17 juin 2022	30 juin 2022	0,085 \$	8 429 \$
2 septembre 2022	15 septembre 2022	0,085 \$	8 431 \$
2 décembre 2022	15 décembre 2022	0,085 \$	8 431 \$
24 février 2023	10 mars 2023	0,085 \$	8 461 \$

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 4 juillet 2023 aux actionnaires inscrits le 23 juin 2023 (note 28).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
17 juin 2022	30 juin 2022	0,251750 \$	0,312060 \$	2 391 \$
16 septembre 2022	30 septembre 2022	0,251750 \$	0,427310 \$	2 852 \$
23 décembre 2022	3 janvier 2023	0,251750 \$	0,427310 \$	2 852 \$
17 mars 2023	31 mars 2023	0,251750 \$	0,427310 \$	2 852 \$

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 23 juin 2023 (note 28).

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 23 juin 2023 (note 28).

22. Régimes de paiements fondés sur des actions

i) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT » ou le « régime »), des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 8 198 677 UATI (4 825 572 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2022) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023. Les fiducies ont acquis 6 951 114 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 (4 531 020 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 s'est établie à 10,17 \$ (13,45 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2021	11 663 809
UATI attribuées	4 825 572
UATI dont les droits sont acquis	(5 096 244)
UATI auxquelles il a été renoncé	(212 602)
Attributions en cours au 31 mars 2022	11 180 535
UATI attribuées	8 198 677
UATI dont les droits sont acquis	(5 979 398)
UATI auxquelles il a été renoncé	(115 399)
Attributions en cours au 31 mars 2023	13 284 415

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2021	11 588 393
Actions acquises	4 531 020
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 096 244)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2022	11 023 169
Actions acquises	6 951 114
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 979 398)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2023	11 994 885

ii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, la Société a attribué 81 920 UAD (53 629 UAD en 2022). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2023 était de 3,9 millions \$ (7,7 millions \$ au 31 mars 2022).

iii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

Le 1^{er} juin 2021, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UAD était de 9,6 millions \$ au 31 mars 2023 (5,4 millions \$ au 31 mars 2022).

iv) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 106,9 millions \$ au 31 mars 2023 (140,2 millions \$ au 31 mars 2022).

v) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action ont été respectées pour la totalité des options en cours. Les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action et celles liées au passage du temps ont été respectées pour un total de 4 855 668 options en cours (déduction faite des options déjà exercées); par conséquent, les droits étaient entièrement acquis et les options étaient en cours au 31 mars 2023. Un nombre de 4 122 335 options sur actions liées au rendement ont expiré le 14 juin 2023. De plus, 600 000 options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 16 août 2023.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2023 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2021	6 237 001	6,78 \$
Exercées	(609 046)	6,73 \$
Solde au 31 mars 2022	5 627 955	6,79 \$
Attribuées	300 000	8,77
Exercées	(705 620)	6,73
Solde au 31 mars 2023	5 222 335	6,92

Selon l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions du marché, telles qu'un objectif de cours de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Un modèle de simulation de Monte-Carlo est utilisé pour simuler une fourchette des cours futurs possibles des actions pour la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'expiration des options sur actions liées au rendement. L'objectif de cette modélisation est d'utiliser une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement en vertu de l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées dans le modèle de simulation de Monte-Carlo pour les attributions effectuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 :

Rendement de l'action	3,78 %
Volatilité prévue	48,60 %
Taux d'intérêt sans risque	3,39 %
Durée de vie attendue	4 ans

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste

valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

vi) RÉGIME DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS DE PSW, ASSUJETTI À DES CONDITIONS

Dans le cadre de l'acquisition de PSW (note 11), la Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions à l'intention de certains employés clés de PSW qui inclut des actions ordinaires de CGWM UK d'un montant de 2,5 millions £ (4,2 millions \$ CA). Le régime est assujéti à diverses conditions d'acquisition des droits et, par conséquent, la Société comptabilise le coût de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable.

vii) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Régime d'intéressement à long terme	45 426	82 452
Unités d'actions différées (régées en trésorerie)	(561)	342
Unités d'actions différées (régées en trésorerie) – membres de la haute direction	4 029	5 435
Options sur actions liées au rendement	635	1 393
UALR (régées en trésorerie)	8 685	55 465
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	1 281	1 740
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	59 495	146 827

23. Transactions avec des parties liées

i) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2023	31 mars 2022
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited ¹	Guernesey	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited ¹	Guernesey	94,5 %	96,7 %
Hargreave Hale Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
CG Wealth Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Adam & Company Investment Management Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	96,7 %
Punter Southall Wealth Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	s. o.
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2023	31 mars 2022
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Financial Limited ²	Australie	65 %	65 %
Patersons Asset Management Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. ³	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited ¹	Jersey	94,5 %	96,7 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited ⁴	Irlande	100 %	100 %

- 1) La Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 5,55 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 33,1 % de la participation en équivalents de capitaux propres (note 8).
- 2) La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2023 (67,3 % au 31 mars 2022), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (note 8).
- 3) La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity Dubai Ltd. après le 31 mars 2023.
- 4) Cette entreprise a été absorbée par liquidation dans une filiale dans le cadre d'une restructuration en interne après le 31 mars 2023.

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2023 et 2022 :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Avantages du personnel à court terme	48 804	33 585
Paiements fondés sur des actions	892	736
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	49 696	34 321

iii) AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Créances clients	18 115	12 009
Dettes fournisseurs et charges à payer	600	1 271

iv) MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

24. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi

que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie ainsi que du Royaume-Uni et des dépendances de la Couronne.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de PSW est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (« Gestion de patrimoine au Royaume-Uni »). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Petsky Prunier et de CG Sawaya est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Results est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les exercices clos les							
	31 mars 2023				31 mars 2022			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	156 187	591 772	1 155	749 114	174 826	587 001	16	761 843
Financement de sociétés	126 588	34 356	—	160 944	463 118	98 607	—	561 725
Honoraires de consultation	362 549	2 005	—	364 554	488 579	4 478	—	493 057
Négociation à titre de contrepartiste	116 900	338	—	117 238	158 232	744	2	158 978
Intérêts	25 067	76 593	13 585	115 245	8 985	21 580	5 463	36 028
Divers	5 562	3 240	(5 500)	3 302	9 334	7 997	17 040	34 371
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	698 759	490 833	89 292	1 278 884	924 199	512 719	109 468	1 546 386
Amortissement	10 303	29 662	1 669	41 634	6 784	20 192	617	27 593
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	15 756	7 133	3 446	26 335	15 278	5 444	3 172	23 894
Frais de développement	3 383	25 296	7 379	36 058	1 366	20 861	195	22 422
Charges d'intérêts	18 848	32 739	2 952	54 539	13 072	8 852	1 674	23 598
Frais connexes aux acquisitions	1 477	5 926	—	7 403	537	8 660	—	9 197
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	102 571	—	—	102 571	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	—	11 629	11 629	—	—	8 519	8 519
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(14 278)	—	—	(14 278)	—	—	—	—
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	—	—	—	—	5 932	5 932
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	55	55	—	—	192	192
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	(43 966)	116 715	(107 182)	(34 433)	341 838	143 679	(107 248)	378 269
Imputations intersectorielles	21 651	23 293	(44 944)	—	20 007	22 670	(42 677)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(65 617)	93 422	(62 238)	(34 433)	321 831	121 009	(64 571)	378 269

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï) et en Australie. Les activités en Asie ont été affectées à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau ci-après présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Canada	454 741 \$	692 432 \$
Royaume-Uni, Europe et dépendances de la Couronne	440 003	430 850
États-Unis	487 769	673 997
Australie	127 884	248 723
	1 510 397 \$	2 046 002 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada \$	Royaume-Uni et dépendances de la Couronne \$	États-Unis \$	Australie \$	Total \$
Au 31 mars 2023					
Matériel et aménagements des locaux loués	31 692	9 399	4 076	3 013	48 180
Goodwill	—	413 393	206 664	2 763	622 820
Immobilisations incorporelles	47 903	251 564	186	6 262	305 915
Actifs non courants	79 595	674 356	210 926	12 038	976 915
Au 31 mars 2022					
Matériel et aménagements des locaux loués	15 847 \$	9 796 \$	5 506 \$	3 494 \$	34 643 \$
Goodwill	101 732	216 078	189 608	2 861	510 279
Immobilisations incorporelles	48 932	127 117	3 746	7 198	186 993
Actifs non courants	166 511 \$	352 991 \$	198 860 \$	13 553 \$	731 915 \$

25. Gestion du capital

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2023 et 2022 :

Type de capital	31 mars 2023 \$	31 mars 2022 \$
Actions privilégiées	205 641	205 641
Actions ordinaires	566 345	576 166
Contrepartie différée	8 495	11 378
Surplus d'apport	49 400	64 241
Résultats non distribués	119 552	251 540
Cumul des autres éléments du résultat global	105 206	69 103
Capitaux propres	1 054 639	1 178 069
Participations ne donnant pas le contrôle	343 998	238 700
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	307 122	152 041
	1 713 259	1 576 310 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRI.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, CG McCarthy Taylor Limited, CG Wealth Planning Limited, Adam & Company Investment Management Limited, Punter Southwall Limited et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.

- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (« FINRA »).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity Dubai Ltd. après le 31 mars 2023.
- Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd. est assujettie aux Bahamas à la réglementation de la Securities Commission of the Bahamas.
- Canaccord Genuity Insurance Company Ltd. est assujettie à la Barbade à la réglementation de la Financial Services Commission.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2023 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

26. Fonds des clients

Au 31 mars 2023, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 3,280 milliards \$ (1,967 milliard £) (2,859 milliards \$ (1,740 milliard £) au 31 mars 2022). Les fonds des clients comprenaient un montant de 7,121 millions \$ (4,270 millions £) (7,345 millions \$ (4,469 millions £) au 31 mars 2022) en trésorerie aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 3,272 milliards \$ (1,962 milliard £) (2,852 milliards \$ (1,735 milliard £) au 31 mars 2022) qui sont détenus au nom de clients et qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

27. Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2021	8 551	1 806	10 357
Ajouts	2 515	—	2 515
Utilisées	(4 419)	(231)	(4 650)
Solde au 31 mars 2022	6 647	1 575	8 222
Ajouts	13 363	—	13 363
Utilisées	(1 874)	(51)	(1 925)
Solde au 31 mars 2023	18 136	1 524	19 660

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2023, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2023, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGI, à CGGI directement, ou à GCGI ainsi que certaines de ses filiales.

La Société est assujettie à certaines règles, réglementations et autres exigences réglementaires propres aux activités de courtage et, de ce fait, elle exerce ses activités dans un cadre réglementaire régi par des agences et des organismes gouvernementaux. En tant qu'entité réglementée et dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet d'examins périodiques par ces agences et organismes. La Société a mis en place des politiques et des procédures conçues dans le but d'assurer le respect de ces règles, réglementations et exigences. Dans l'éventualité où une autorité réglementaire déterminerait que la Société n'a pas suivi ou respecté certaines procédures ou exigences réglementaires, ou que les dossiers et rapports de la Société présentent des lacunes ou tout autre cas de défaillance financière ou de non-conformité, la Société pourrait être d'accord avec l'imposition d'une amende, pénalité ou sanction ou se voir imposer celles-ci par une autorité réglementaire. Si de telles circonstances se produisent, la Société établira une provision pour toute affaire pour laquelle il est probable qu'un paiement pouvant raisonnablement être estimé soit exigé.

En lien avec cette surveillance réglementaire, la Société fait l'objet d'une mesure de renforcement réglementaire découlant d'un examen réglementaire des activités de tenue de marché de gros de la Société. Bien que la Société s'attende à ce que la mesure de renforcement réglementaire considérée soit résolue dans le cours normal des activités, et à ce qu'elle n'ait pas une incidence importante sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation, la Société pourrait se voir imposer une pénalité importante et devoir engager des frais supplémentaires liés à ses activités ou elle pourrait être assujettie à d'autres modalités susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités. Une estimation du règlement de la mesure de renforcement réglementaire a été comptabilisée au 31 mars 2023, fondée sur le jugement de la direction et sur les informations dont dispose la Société. Cependant, puisque l'issue de cette affaire n'est toujours pas connue et que le montant de la perte est incertain, la Société pourrait être tenue d'effectuer un paiement supérieur au montant comptabilisé. Afin d'estimer le montant comptabilisé, la direction s'est reportée à certaines mesures de renforcement réglementaires précédentes réglées pas d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances entourant ces causes étaient sensiblement différents de ceux de la Société. Ces autres causes reflétaient une vaste gamme de paiements au titre des règlements, et il est raisonnablement possible que le règlement réel soit supérieur au montant qui a été estimé et comptabilisé au 31 mars 2023. À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'estimer la différence entre le montant du règlement réel et le montant comptabilisé. Des ajustements seront comptabilisés au cours des périodes subséquentes si de nouvelles informations pouvant changer le montant estimé deviennent disponibles.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérerait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, la Société pourrait être incapable de récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation.

28. Événements postérieurs à la date de clôture

1. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 29 mai 2023, la Société, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Canada, a conclu l'acquisition précédemment annoncée des activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer Global Investments Canada Limited pour une contrepartie au comptant de 2,4 millions \$ et une contrepartie éventuelle assujettie à l'atteinte de certaines cibles de performance.

2. DIVIDENDES

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 4 juillet 2023 aux actionnaires inscrits le 23 juin 2023 (note 21).

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 23 juin 2023 (note 21).

Le 16 juin 2023, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2023 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 23 juin 2023 (note 21).